Henri Guilbeaux

LE MOUVEMENT SOCIALISTE ET SYNDICALISTE FRANÇAIS PENDANT LA GUERRE

(Esquisse historique)

1914—1918

Préface de **N. Lénine**

ÉDITIONS
de
L'INTERNATIONALE COMMUNISTE
PETROGRAD
Smolny, 32
№ 23—1919

Henri Guilbeaux

LE MOUVEMENT SOCIALISTE ET SYNDICALISTE FRANÇAIS PENDANT LA GUERRE

(Esquisse historique)

1914—1918

Préface de **N. Lénine**

ÉDITIONS
de
L'INTERNATIONALE COMMUNISTE
PETROGRAD
Smolny, 32
№ 23—1919

Préface.

La brochure du camarade **Guilbeaux** *arrive merveilleusement à son heure. L'histoire du mouvement socialiste et syndicaliste des divers pays pendant la guerre doit être écrite pour tous les pays. Cette histoire montre plus clair que le jour le lent mais incessant cheminement vers la gauche, le progrès de la classe ouvrière du côté de l'action et de la pensée révolutionnaire. Cette histoire découvre d'une part les sources profondes de la III-ème Internationale Communiste, sa préparation originale au sein de chaque nation, en relation avec les particularités historiques de chaque pays. Il faut connaître les racines profondes de la III-ème Internationale pour comprendre à la fois son caractère fatal et la diversité des voies qui conduisent vers elle les différents partis socialistes nationaux. D'autre part l'histoire du mouvement socialiste et syndicaliste pendant la guerre nous montre le début de la faillite de la démocratie bourgeoise et du parlementarisme bourgeois, le début du mouvement qui mène de la démocratie bourgeoise à la démocratie soviétiste ou prolétarienne. Ce système d'une importance historique immense et universelle, il est encore beaucoup de socialistes qui*

n'arrivent pas à le comprendre, enchaînés qu'ils sont par les liens de la routine, par l'adoration béate de ce qui est et de ce qui a été, par un aveuglement bourgeois incapable de voir le nouveau monde enfanté par le capitalisme à son déclin dans tous les pays.

Le cam. Guilbeaux s'est proposé d'écrire un aperçu de l'histoire du mouvement socialiste et syndicaliste en France pendant la guerre. La claire et exacte énumération de faits montre au lecteur avec une évidence frappante le début d'un grand revirement, d'une vraie révolution dans l'histoire du socialisme. On peut être convaincu que la brochure de Guilbeaux non seulement trouvera le plus large succès parmi tous les ouvriers conscients, mais encore suscitera une série d'autres brochures semblables consacrées à l'histoire du socialisme et du mouvement ouvrier dans les autres pays pendant la guerre.

N. Lenine.

Moscou, 13 Avril 1919.

Étudier les possibilités d'un mouvement révolutionnaire en France équivaut à tracer une esquisse historique du mouvement socialiste et syndicaliste français pendant la guerre, c'est-à-dire en dernière analyse dresser un tableau des forces révolutionnaires, et montrer quelle fut durant le cataclysme mondial l'attitude des trois fractions: 1) social-patriotes et social-impérialistes; 2) social-opportunistes; 3) zimmerwaldiens de gauche, internationalistes et révolutionnaires conséquents.

Le Parti socialiste français et la Confédération générale du travail en France, peut-être plus que dans tout autre pays ont subi les lois de décomposition qui présidèrent à la dissociation de la seconde Internationale dont les vices de construction étaient au premier chef la bureaucratie, l'opportunisme, le chauvinisme.

Pour tous ceux qui sont quelque peu familiarisés avec la tactique du Parti socialiste français et en particulier avec la lamentable tactique adoptée pour les élections à la Chambre des Députés, la défection totale du groupe socialiste parlementaire n'offre rien d'inattendu. La mort tragique de Jaurès précipita la déchéance des soi-disant mandataires de la classe ouvrière au parlement. Quoi d'étonnant qu'un Compère-Morel, par exemple, qui fut élu par les anciens électeurs du duc d'Uzès ait trahi les engagements solennels qui furent pris à Stuttgart, Bâle et Copenhague. Le cas du social-impérialiste Compère-Morel n'est pas isolé; certains candidats du Parti socialiste furent élus grâce à l'appui des réactionnaires et des cléricaux; les autres ne réussirent à obtenir leur mandat que par l'appui officiel ou officieux des partis «républi-

cains» bourgeois, radicaux et radicaux-socialistes. En sorte que l'on peut affirmer qu'aucun des députés appartenant au groupe socialiste parlementaire ne recueillit essentiellement les voix des prolétaires.

De même l'action générale de la *C. G. T.* n'a rien qui surprenne, lorsqu'on a suivi le mouvement des dernières années. Sans doute, la plupart des chefs syndicalistes furent de tout temps antiparlementaires et contrarièrent même l'action du Parti socialiste; mais, en partie sous l'influence allemande, le réformisme accomplit des progrès constants.

* * *

La débâcle fut profonde dès la fin de juillet. Les chefs socialistes et syndicalistes prêchèrent l'union sacrée et ils refrénèrent les manifestations spontanées qui s'étaient produites dès l'assassinat de Jaurès. Les fédérations, les sections et les groupes furent complètement désorganisés. Seuls, isolés, quelques militants conservèrent intacts et solides leurs principes internationalistes et révolutionnaires; mais dissimulés qu'ils étaient dans l'épaisse fumée de chauvinisme qui s'éleva de partout, on ne les vit point dès l'abord. L'organe officiel du Parti, l'*Humanité*, ne se différenciait guère du *Matin* et de l'*Action Française*. Et le fait même que le quotidien socialiste, des mains de Jaurès—qui, s'il eut des tendances réformistes et opportunistes fut un honnête homme et prouva des qualités véritablement géniales d'intelligence, de compréhension, et d'éloquence,—passa dans celles de Renaudel—lequel fut le type le plus accompli du maquignon normand roué et le pire laquais des divers ministères bourgeois qui se succédèrent—a toute la valeur d'un symptôme. L'*Humanité* devint le moniteur du chauvinisme le plus agressif et du jusqu'auboutisme le plus intégral. Pas un mot sur l'action interna-

tionaliste contre la guerre entreprise par certains partis ou fractions d'autres pays (Parti social-démocrate ouvrier de Russie—bolchéviki; Parti socialiste italien; Parti social-démocrate serbe, etc...) mais en revanche renseignements amples et enthousiastes sur les traîtres réunis autour de Plekhanof, Vandervelde, Mussolini, Bissolati etc... Pas un mot sur les arrestations, internements et expulsions de militants français ou étrangers. Amédée Dunois, aujourd'hui secrétaire de l'*Humanité*, qui quoique hostile dès les premiers jours à la guerre et à l'attitude du Parti, n'a pu se décider à adhérer au mouvement zimmerwaldien de gauche, essaya de publier quelques articles que le boutiquier Renaudel mit promptement au panier. Pierre Lafitte chargé de la chronique scientifique, lors de la réunion de la Fédération de la Seine, protesta énergiquement contre l'*union sacrée* et le jusqu'auboutisme. Louise Saumoneau essaya de ranimer le souffle internationaliste des femmes socialistes qu'elle représenta quelques mois plus tard à la conférence internationale de Berne.

En province, Nicod, secrétaire de la Fédération de l'Ain luttait contre l'inertie du Parti et c'est grâce en particulier à ses efforts que le 1-er janvier 1915 se réunit une conférence des secrétaires des Fédérations. Le 14 février 1915 se tenait la première conférence de Londres dont le promoteur fut le ministre Emile Vandervelde qui en avait confié l'organisation matérielle à la section britannique de la seconde Internationale, conférence à laquelle participaient outre les délégués du Parti, les représentants de la Confédération Générale du Travail: Merrheim et Jouhaux. On sait ce que fut cette conférence de Londres, qui se termina par le vote d'une résolution où étaient amalgamés deux points de vue différents. Rentrés à Paris, les social-patriotes répudièrent les passages pourtant bien modérés, qui avaient été introduits dans cette résolution,

afin d'obtenir l'adhésion des membres de l'*Independent Labour Party*, de Merrheim, etc... En avril 1915, la Fédération de la Hte-Vienne prenait nettement position: Le *Populaire du Centre* quotidien publié à Limoges, devenait l'organe du mouvement minoritaire. Mais les tendances de la Fédération de la Hte-Vienne encore qu'elles se soient affirmées dès les premiers mois de la guerre ne dépassèrent jamais l'opportunisme *longuettiste*. Le 14 juillet 1915 était convoqué à Paris un Conseil national du Parti. L'opposition qui n'était pas encore organisée échoua.

* * *

L'opposition syndicaliste se manifesta plus forte en qualité et quantité que l'opposition socialiste. Afin de protester contre la tactique adoptée par la *Confédération Générale du Travail*, le camarade Pierre Monatte donna sa démission de délégué de la Fédération du Rhône par une déclaration internationaliste, révolutionnaire qu'il fit imprimer et adresser à un certain nombre de militants et d'organisations [1]). Monatte réunit régulièrement chaque semaine quelques-uns des militants de la *Vie Ouvrière*, la revue syndicaliste scientifique bien connue: Merrheim, Rosmer, etc. A ces réunions partipaient également le poète Marcel Martinet, Trotsky, Martoff, Lapinski, et les collaborateurs du *Nache Slovo*.

Après la conférence de Londres, Merrheim rédigea un excellent rapport qu'il eut l'occasion de communiquer dans quelques réunions privées. A l'occasion du 1-er mai 1915, il publia un substantiel numéro de l'*Union des Métaux*, organe de la Fédération des ouvriers des métaux qui n'avait plus paru depuis la fin de juillet 1914. Définissant l'attitude de sa fédération, Merrheim

[1]) Novembre 1914.

rappelait les paroles prononcées par Liebknecht le 2 décembre 1914. «*Le mot d'ordre allemand: «Contre le tsarisme», tout comme le mot d'ordre anglais et français: «Contre le militarisme», a servi de moyen pour mettre en mouvement les instincts les plus nobles, les traditions et les espérances révolutionnaires du peuple au profit de la haine entre les peuples*». Merrheim apportait en même temps quelques précisions sur le cas du camarade Demanbus, trésorier du syndicat des métallurgistes de Douai, arrêté le 2 août 1914, détenu à la Santé par mesure administrative et maintenu en prison malgré le bénéfice d'une ordonnance de non-lieu rendue le 5 octobre 1914. Ce n'est qu'à la suite d'une protestation publique (24 février) faite par les soins de la Fédération des Métaux que ce camarade fut remis en liberté. Le camarade Demanbus figurait sur le «carnet B», carnet où étaient inscrits, comme chacun sait, les noms des principaux militants socialistes, syndicalistes, communistes, anarchistes qui en cas de mobilisation devaient être arrêtés et internés. On avait pourtant déclaré de la façon la plus solennelle que le «carnet B» ne serait pas appliqué et l'on n'ignore pas que les ennemis de M. Malvy prétextèrent cette prétendue non-application du «Carnet B» pour mener leur campagne contre l'ancien ministre de l'Intérieur. Or, malgré les assurances officielles, on appliqua partiellement en province le «Carnet B». Dans la région du Nord un grand nombre de militants furent arrêtés; plusieurs d'entre eux furent relâchés. En même temps que Demanbus était appréhendé le camarade Jules Delahaye, adhérent au syndicat des métallurgistes de Lille. Le *Réveil* de Genève du 24 juin 1916 [1]) publia le récit adressé par un prisonnier français en

[1]) Le *Réveil*, organe communiste-anarchiste, publié à Genève par Bertoni.

Allemagne, relatif aux nombreuses arrestations effectuées dans le Nord de la France le 2 août 1914. Simon dit Reg, délégué mineur de Courrières, qui lors de la catastrophe de Courrières refusa la Légion d'honneur que voulait lui octroyer Clémenceau, fut arrêté en vertu des lois scélérates, sous l'inculpation d'appartenir à une association de malfaiteurs. Broutchoux, le militant connu qui plus tard prit une large part à la constitution du *Comité de défense syndicaliste*, fut également incarcéré.

Merrheim et Bourderon, secrétaire de la Fédération du Tonneau, manifestèrent leur opposition au sein de la C. G. T. et sur la proposition de Bourderon, et en dépit de vives résistances, le Comité Confédéral, à la majorité de 19 voix contre 10 et 6 abstentions, décida de convoquer une conférence des Fédérations, Unions de syndicats et Bourses du travail. La conférence se tint le 15 août 1915; elle réunit 172 délégués représentant 118 organisations [1]). Aucun journal ne put donner le compte-rendu de cette réunion. Une résolution présentée par les camarades Merrheim et Bourderon, représentant le point de vue minoritaire, dénonçant l'*Union sacrée*, protestant contre la renonciation à la lutte de classes et proclamant l'attachement de la classe ouvrière à l'Internationale obtint l'adhésion de 27 organisations [2]). La résolution défendue par Jouhaux, au nom des majoritaires, fut

[1]) 58 délégués pour 46 Bourses du travail, 46 délégués pour 34 Unions départementales, et 68 délégués pour 38 Fédérations.

[2]) Ont voté la résolution les organisations suivantes:
Bourses du Travail: Aix, Marseille, Rive-de-Gier, Firminy, Nîmes, Romans, Alger.
Unions Départementales de Syndicats: Ain, Gard, Indre, Loire, Pyrénées-Orientales, Haut-Rhin, Rhône, Vaucluse, Hte-Vienne, Bouches du Rhône, Indre et-Loire, Hte-Savoie.
Fédérations nationales: Céramique, Chapellerie, Syndicat du spectacle, Brossiers-Tabletiers, Cuirs et Peaux, Instituteurs, Métaux, Tonneau.
Au total 27 organisations.

votée par 81 organisations, contre 27 et 10 abstentions. La publication de cette résolution fut interdite pendant quelque temps par la censure.

Du 5 au 8 septembre, se tenait à Zimmerwald la première conférence de Zimmerwald. Les deux délégués français qui y participèrent officiellement étaient Merrheim et Bourderon. Outre le manifeste général adressé aux «Prolétaires d'Europe», les délégués français et allemands rédigeaient une déclaration signée pour la délégation française par Merrheim et Bourderon et pour la délégation allemande [1]) par Adolphe Hoffmann et Georg Ledebour.

Rentrés à Paris les deux syndicalistes répandirent une brochure d'agitation contenant le manifeste et le rapport de la conférence de Zimmerwald et ils constituèrent le *Comité pour la reprise des relations internationales* (Comité Zimmerwaldien), dont le secrétaire est aujourd'hui le camarade Loriot qui remplaça Merrheim.

La triple censure gouvernementale, socialiste et syndicaliste s'efforça de faire le silence sur la conférence de Zimmerwald. Ainsi que le nota judicieusement Alfred Rosmer: «Comme d'ordinaire, c'est la censure gouvernementale qui a été la moins rigoureuse». Le *Petit Parisien* et le *Temps* publièrent malgré la censure deux dépêches pleines d'inexactitudes et d'erreurs. L'*Avanti* du 13 septembre ayant communiqué des renseignements assez circonstanciés, le correspondant romain du *Temps* les télégraphia à son journal. La censure intervint, mais le télégramme parut dans les premiers numéros tirés. Le 1-er novembre 1915, Alfred Rosmer remplaçant son camarade et ami Monatte mobilisé adressait aux abonnés de la *Vie Ouvrière*, une première lettre qui est tout simplement un petit chef-d'oeuvre d'intelligence, de bon sens

[1]) A Zimmerwald l'Allemagne était représentée par 10 délégués, dont 4 députés et 6 ouvriers venus de Francfort, Berlin et Stuttgart.

et d'humanité et presque entièrement consacré à la *Conférence de Zimmerwald.* [1]).

La *Bataille Syndicaliste*, l'organe officiel des syndicalistes, comme l'*Humanité*, se distingua par son jusqu'auboutisme. Le ministre Malvy qui, quoique on en ait dit, fut le pire ennemi de la classe ouvrière, accorda largement des sursis d'appel aux renégats du syndicalisme. Ainsi Jouhaux, Bled, Marie, etc... purent refouler les sentiments internationalistes qui prenaient corps soit au sein de la C. G. T. soit à la *Bataille syndicaliste.* Pourtant deux collaborateurs de la *B. S.*, Marcelle Capy et Fernand Desprès (A. Desbois) avaient publié certains articles contre la guerre, et en faveur de Romain Rolland. Le 11 août 1915, le secrétaire de rédaction refusait d'insérer un article de A. Desbois sur Romain Rolland, sous prétexte qu'on parlait trop de Romain Rolland dans la *B. S.* et que cela n'intéressait personne. Le 14 août, paraissait dans la *B. S.* un article signé Christian Cornélissen attaquant Romain Rolland, et le 31 du même mois un article de Charles Albert également hostile à l'auteur de *Au-dessus de la mêlée.* Le 31 août, Marcelle Capy et Fernand Desprès donnèrent leur démission de la *Bataille Syndicaliste*, où ainsi qu'ils s'exprimèrent dans une lettre publiée sous forme de feuille volante «il n'y a plus de place pour les idées internationalistes et humaines qui présidèrent à sa fondation et lui attirèrent la confiance et l'argent des travailleurs».

L'assemblée des actionnaires blâma, par les trois quarts des actionnaires présents, le Conseil d'administration rendu responsable de cette démission. Le 26 septembre, la *B. S.* était supprimée; mais le lendemain même, sous le titre *La Bataille*,

[1]) Parmi les „Lettres" publiées, signalons en outre: *La Belgique et le chiffon de papier*; *L'expulsion de Léon Trotsky*; *Trois discours à la Chambre des Communes* (*Editions de la Vie Ouvrière*, 96 quai Jemmapes, Paris, X).

paraissait un nouvel organe non placé sous le contrôle des organisations ouvrières et qui fut longtemps subventionné par le ministère de l'Intérieur. Désormais, privés de tout frein, les traîtres du syndicalisme donnèrent libre cours à leur chauvinisme et à leur crétinisme et la *Bataille* concurrença, de ce point de vue l'*Humanité* et L'*Action Française* [1]).

* * *

Sous l'impulsion de la masse et sous l'influence de militants non en vedette, mais demeurés fidèles et conséquents, une opposition se faisait jour à la Chambre. Elle se marquait surtout par des interruptions; c'est ainsi que procédèrent Brizon et Raffin-Dugens. Mais il est remarquable que l'opposition au gouvernement, faite il est vrai du point de vue patriotique et militaire, fut menée par le député républicain Accambray plus que par les mandataires du Parti socialiste; et, conséquent avec ses déclarations, ce député qui représentait un département envahi (Aisne) vota contre les crédits. Mais les élus et les fonctionnaires du Parti avaient en général une attitude qui n'était rien moins que courageuse, et ils évitaient de faire allusion aux mesures prises par le gouvernement contre certains militants. C'est ainsi, nous avons pu le constater déjà, que les lecteurs des journaux socialistes et syndicali-

[1]) Le 26 septembre les actionnaires étaient réunis et le Conseil d'administration exposait qu'ayant près de trente mille francs de dettes, le journal ne pouvait plus vivre. Lorsque parut la *Bataille,* l'indignation fut grande parmi les militants et le 6 novembre 1915, la Commission exécutive de la Fédération des Métaux, protestait contre la manoeuvre ayant provoqué la disparation de la *Bataille syndicaliste* et le remplacement de celle-ci par la *Bataille* échappant au contrôle des organisations ouvrières et décidait de n'envoyer dorénavant aucune communication concernant la Fédération au nouveau journal et de refuser la continuation de l'abonnement pris à la *Bataille syndicaliste* par la Fédération des Métaux.

stes ne surent rien quant à l'arrestation des camarades syndicalistes du Nord et pendant longtemps on ignora l'encellulement de Louise Saumoneau arrêtée pourtant depuis le 2 octobre 1915, après son retour de la Conférence des femmes socialistes de Berne—conférence qui se tint à la même époque que la première conférence de Zimmerwald et que la conférence de la Jeunesse socialiste internationaliste. Louise Saumoneau avait lancé un appel en faveur de la paix. Seule, à ma connaissance, la Fédération de la Hte-Vienne protesta contre cette arrestation par une résolution, exigeant l'intervention du groupe parlementaire et de la Commission administrative du Parti.

A Noël 1915 se tint à Paris le premier Congrès du Parti. L'opposition était demeurée encore à l'état inorganique et quelques fédérations seulement étaient groupées autour de celle de la Hte-Vienne: mais à vrai dire les tendances étaient plus pacifistes que révolutionnaires. Les Congrès fédéraux réunis durant les semaines précédant le Congrès avaient pourtant enrégistré une hostilité à la lamentable tactique du Parti. C'est ainsi que les Fédérations de la Hte-Vienne, de l'Isère, des Bouches-du-Rhône, du Vaucluse, de la Hte-Marne, avaient voté à l'unanimité ou à une énorme majorité des motions demandant la reprise immédiate des relations internationales et l'examen attentif de toutes les propositions de paix. Dans la Seine l'opposition recueillait environ un cinquième des voix. Malgré la faiblesse et la pusillanimité de cette opposition la presse bourgeoise faisait entendre déjà des menaces et le gouvernement se montrait craintif. Un haut fonctionnaire déclarait après le Congrès: «Thomas avait une rude tâche». Mais encore une fois aucun effort sérieux d'organisation n'avait été fait pour agglomerer les fédérations opposantes et pour déterminer une ligne de conduite.

Les délégués de l'opposition, arrivèrent à Paris

pleins de confiance et d'entrain, et la plupart déclaraient ouvertement: «Cette fois, on ne se laissera pas faire comme en juillet, nous ne céderons pas». Mais il ne vint à l'idée d'aucun de se concerter sur la méthode à suivre en vue du résultat souhaité. La plupart des opposants de la Seine furent très irrités contre Longuet qui apportait une résolution transactionnelle et ambiguë propre à favoriser le jeu de Renaudel. Cependant plusieurs orateurs de l'opposition s'exprimèrent avec violence contre la guerre et contre la politique gouvernementale du Parti, recueillant les applaudissements enthousiastes et presque unanimes des tribunes du Congrès. Furieux, les majoritaires menacèrent de faire évacuer les tribunes, ce à quoi les tribunes répondirent par l'*Internationale*; l'émotion fut telle que la séance fut suspendue un quart d'heure. La commission des résolutions présidée par l'opportuniste et conciliateur Bedouce, grâce à la méthode des concessions réciproques bien connue dans les Congrès rédigea une résolution donnant satisfaction à tout le monde et à personne. Lorsque la résolution en question fut lue en séance publique, des incidents violents se produisirent. Pressemane prononça ces paroles singulièrement déconcertantes: «Comme membre de la commission des résolutions, je me suis engagé à voter la motion commune; personne ici ne saura jamais ce que me coûte le vote que je vais émettre. Mais je veux dire aux camarades de la minorité que, si je suis obligé de voter contre ma conscience, eux restent libres, libres de s'abstenir, libres de proposer un autre texte». La défaite des minoritaires fut complète. La Hte-Vienne, l'Isère, les Bouches-du-Rhône, votèrent la résolution de conciliation et se trouvèrent de ce fait dans les rangs de la majorité. La motion présentée par Bourderon obtint 76 voix, tandis que la résolution de la Commission en groupait 2736 [1]).

[1]) On trouvera dans *Demain* (№ 4, 15 avril 1916) les impressions d'un témoin sur les débats de ce congrès.

Rentrés chez eux, les délégués des fédérations minoritaires se mirent à l'oeuvre. La défection des minoritaires profita aux zimmerwaldiens, qui aisément purent montrer aux militants combien il importe d'adhérer à un point de vue internationaliste. Au *Populaire du Centre* s'était joint le *Droit du Peuple* de Grenoble, qui lutta avec une certaine énergie contre la guerre et pour la reprise des rapports socialistes internationaux.

Les militants de province témoignèrent vivement leur mécontentement contre les délégués qui avaient fait défection au Congrès, contre l'attitude de l'*Humanité* dont le correspondant à Berne renseignait les lecteurs sur le mouvement socialiste allemand d'une façon très tendancieuse et perfide et contre la Commission Administrative du Parti. On jugea en particulier avec sévérité la C.A.P. qui n'avait pas communiqué au Congrès les propositions faites par le social-opportuniste Huysmans relatives à la reprise des relations internationales. Les ordres du jour contre la C. A. P. et contre la diplomatie secrète du Parti se multiplièrent et on demanda avec insistance la convocation du Conseil National.

Intervertissant les rôles, la C. A. P. se décida à prendre l'offensive et convoqua un Conseil National, afin d'examiner la conduite de certaines fédérations dont les organes continuaient leur campagne internationaliste sans se soucier le moins du monde du manifeste patriotique du Congrès de décembre. Elle avait également l'intention de faire juger les militants du *Comité pour la reprise des relations internationales*, qui à l'égal du Parti, distribuait des cartes à ses adhérents. Afin de faire croire à ses sentiments d'équité et de justice distributive, elle se proposait également d'examiner la conduite de Gustave Hervé et de son journal.

La Fédération du Rhône adressa à toutes les fédérations une sorte d'acte d'accusation contre les manoeuvres déloyales de la C. A. P. et en dépit des règlements, des ordres du jour assez virils

furent votés et répandus par les fédérations du Vaucluse, du Tarn et Garonne, du Rhône etc.... Presque à la veille du Conseil National on apprenait la scission opérée au sein du Parti social-démocrate allemand, par Haase, Bernstein, Kautsky,—lesquels, après avoir désapprouvé l'attitude conséquente de Liebknecht, de Rühle et des groupes Spartacus, un peu tard prenaient position.

Le Conseil National se réunit le 9 avril 1916 et la veille les délégués de la minorité s'assemblèrent, se concertèrent et nommèrent une commission chargée de rédiger pour le lendemain une résolution groupant les minoritaires.

Les social-patriotes francs aussi bien que les minoritaires déclarèrent très franchement que les deux tendances étaient très opposées l'une à l'autre et ne pouvaient se concilier. Le rapport relatif à la gestion de l'*Humanité* fut vivement critiqué et les minoritaires déposèrent un ordre du jour critiquant le point de vue et la partialité de l'*Humanité* et la mauvaise gestion économique de l'organe du Parti. 900 voix contre 1800 environ acceptèrent cette résolution. Le vote le plus importan fut celui concernant la politique du Parti. 960 voix se groupèrent autour de la résolution minoritaire tandis que près de 1900 voix se comptaient sur l'ordre du jour présenté par les majoritaires.

La création d'un organe de la minorité: Le *Populaire* fut décidée. Cet organe parut d'abord à Limoges; plus tard il fut transféré à Paris.

* * *

Du 24 au 30 avril 1916 eut lieu à Kienthal la seconde conférence de Zimmerwald. Trois députés participèrent à titre personnel à cette conférence; le groupe de la *Vie ouvrière* fut représenté par un délégué [1]). Le *Comité pour la reprise des rela-*

[1]) Les trois députés étaient: Blanc, Brizon, Raffin-Dugens,—le délégué de la *Vie Ouvrière*: Henri Guilbeaux.

tions internationales et la *Fédération nationale des syndicats d'instituteurs* de France, par suite du régime tsariste ne purent envoyer leurs représentants. Cette nouvelle conférence imprima une nouvelle et décisive impulsion au mouvement zimmerwaldien français. La presse contre-révolutionnaire en parla longuement et fit entendre de violentes clameurs de courroux. On discuta à la C. A. P. la participation des «trois pélerins de Kienthal» qui furent désavoués sans plus dans une réunion tenue le 9 mai. Les trois parlementaires zimmerwaldiens s'efforcèrent de mettre en pratique les résolutions et décisions de Kienthal et dès ce moment ils votèrent contre les crédits de guerre. Mais il faut constater que leur point de vue fut plutôt confusionniste, et que leurs déclarations et leurs articles furent en général un singulier mélange de zimmerwaldisme et de patriotisme. En tout cas, on peut dire sans hésiter qu'ils ont été à l'extrême droite du mouvement zimmerwaldien.

Un nouveau Conseil national eut lieu à Paris les 6 et 7 août; la majorité s'effritant encore fut réduite à 1850 voix tandis que la minorité atteignait 1081 voix. A la motion de la minorité présentée par Mistral furent opposées plusieurs résolutions, notamment par la Fédération de la Hte-Vienne et par Brizon. La motion Brizon autour de laquelle se groupèrent 12 Fédérations était une sorte de paraphrase du manifeste de Zimmerwald, et se terminait par les exigences suivantes: 1) Réunion de l'Internationale ouvrière le 2 novembre 1916; 2) Fin de le collaboration ministérielle des socialistes au gouvernement bourgeois; 3) Mise en demeure au gouvernement par les élus du Parti d'offrir à ses adversaires et d'accepter un arbitrage immédiat; 4) Propagande intense pour la paix immédiate et sans annexions, dans l'intérêt de la France et du socialisme international. Cette résolution, on le constate aisément, avait un sens plus

pacifiste que révolutionnaire. Au cours de ce Conseil National, le ministre Sembat s'adressant aux zimmerwaldiens et aux social-opportunistes avait prononcé sa fameuse phrase sur «la déviation mentale» et il accusa les éléments oppositionnels d'être «d'une sévérité outrée pour la France et d'une complaisance singulière pour l'ennemi». Quant au citoyen Renaudel il accusa les internationalistes d'envoyer aux soldats des écrits donnant «le cafard».

* * *

La minorité affiliée au *Comité de Défense du socialisme international* et du journal le *Populaire* travailla avec une certaine ténacité, mais évolua dans le même sens que l'*Arbeitsgemeinschaft* (Indépendants d'Allemagne). Quant aux zimmerwaldiens de gauche ils se séparèrent de plus en plus des zimmerwaldiens de droite et leurs principaux représentants furent Loriot, Louise Saumoneau, Cartier, Mayoux etc... Le zimmerwaldisme radical devenait un péril non seulement pour la bourgeoisie, non seulement pour les social-impérialistes mais encore pour les opportunistes dont l'aile gauche s'était laissée fréquemment entraîner par sa force centrifuge.

Tout en reconnaissant l'esprit résolu des zimmerwaldiens français de gauche, il est nécessaire d'indiquer ici le rôle joué à Paris, par les internationalistes russes et principlement par les bolchéviki réfugiés à Paris, et le quotidien russe paraissant dans la capitale: *Nache-Slovo* [1]). Plusieurs de ces militants avaient déjà été expulsés de France notamment le camarade Safaroff auquel le camarade

[1]) Ce journal fondé le 1-er septembre 1914 s'appelait primitivemeut *Golos*; grâce à l'intervention de l'ancien ambassadeur de Russie à Paris Isvolsky, il fut suspendu vers la mi-janvier. Le journal reparut le 29 janvier 1915 sous le titre de *Nache-Slovo*. Interdit de nouveau, le quotidien transforma son titre et s'appela *Natchalo*. Interdit de nouveau après la Révolution de mars 1917, il reparut encore sous le titre: *Novaia Epokha*.

Lénine envoya une lettre de sympathie, dans laquelle il s'exprimait excellemment sur la tâche de l'opposition. Le 15 septembre le *Nache-Slovo* était interdit. Le lendemain 16 novembre Trotsky recevait son arrêté d'expulsion. On prétexta une mutinerie de soldats russes à Marseille au cours de laquelle un soldat avait tué son colonel. Mais la vérité est que le gouvernement sous l'impulsion d'ailleurs des social-impérialistes voulait supprimer les «corrupteurs publics» et désinfecter le socialisme du zimmerwaldisme et du bolchévisme naissant. Briand et Malvy ne firent aucune difficulté d'ailleurs à le laisser entendre dans les conversations. D'ailleurs sur la proposition du social-patriote Bracke, qui aidé par le farouche anti-bolchévik Charles Dumas rédigeait le journal à l'usage des prisonniers de guerre allemands, la 14-ème section du Parti socialiste (Paris) décida d'exclure de la section les citoyens russes. Le but de cette mesure était à n'en pas douter d'empêcher les socialistes russes particulièrement nombreux dans cette section et nettement hostiles pour la plupart à la politique de MM. Thomas, Renaudel, Sembat, de défendre le programme de Zimmerwald.

En vue du prochain Congrès, la minorité envoya aux Fédérations une circulaire dans laquelle elle s'exprimait sur la tactique qu'elle préconisait. Le désaccord avec la majorité, la reprise des rapports internationaux, les buts de guerre des alliés, y étaient analysés. 31 députés socialistes avaient signé ce mémorandum sur lequel on aura l'occasion de revenir plus tard; les trois pélerins de Kienthal en donnant leur signature approuvaient ainsi un point de vue nettement bourgeois patriotique.

En face de la minorité pusillanime, les zimmerwaldiens montraient leur volonté déterminée de faire un bloc socialiste de tous les éléments spécifiquement révolutionnaires.

Le *Comité pour la reprise des relations internationales* en réponse à la circulaire des social-opportu-

nistes publia une brochure intitulée: Les *socialistes de Zimmerwald et la guerre*,— protestant contre certaines affirmations qui le représentaient rallié à la minorité. Le manifeste s'exprimait ainsi: «Il se désolidarise au contraire formellement de son action [l'action de la minorité] et affirme que tout espoir de régénération de l'Internationale sera vain tant qu'au dedans le socialisme et le syndicalisme resteront prisonniers de la bourgeoisie capitaliste et qu'au dehors la volonté du prolétariat international sera remplacée par la diplomatie secrète des chefs socialistes et syndicalistes». Raoul Verfeuil lui-même qui appartient à l'aile gauche de la «minorité» protesta contre l'action générale des opportunistes. «Nous ne sommes en aucune façon liés par la signature des élus minoritaires, déclarait-il. Ce n'est pas pour aboutir à des capitulations, ou tout au moins, à des duperies que nous risquons, notre pain, notre liberté, et peut-être davantage». Et Raffin-Dugens, toujours inconséquent, qui avait donné sa signature à la circulaire opportuniste, répondant à Longuet qui lui reprochait son «radicalisme» lui disait: «Laisse-moi te dire tout d'abord que je serais moins fougueux, si tu l'étais davantage (à la Chambre). Laisse-moi te dire encore que je serais moins volcanique, si les camarades minoritaires du Parlement l'étaient un peu plus... Jusqu'à ce jour, au Parlement en quoi vous êtes-vous distingués des majoritaires?»

Le Congrès socialiste se tint du 23 au 27 décembre 1916. Majoritaires, minoritaires, zimmerwaldiens, entraient dans la lutte, décidés, volontaires. Mais ce fut la débâcle de la minorité, quoique en aient pu dire les principaux protagonistes du social-opportunisme «Le fait le plus important du Congrès, c'est la victoire de la minorité» écrivait Maurice Delépine [1]). Or la principale résolution relative à la paix, qui suscita d'âpres et longues discussions fut

1) *Journal du Peuple* 1 janvier 1917.

votée par 2838 mandats contre 109 et 20 abstentions, et que dit-elle cette résolution où l'on reconnait la phraséologie pompeuse propre au professeur Milhaud? «...*Le Parti socialiste estime que les gouvernements alliés ont à mener vigoureusement leurs efforts de guerre pour la défense nationale, à vivifier dans leurs nations les forces matérielles, à soutenir les forces morales dont l'affaiblissement risquerait d'énerver la résistance et l'action du pays, et préparerait de douloureuses surprises*». La motion envisageait également la possibilité d'une Société des Nations sur des bases capitalistes. La presse contre-révolutionnaire ne s'y trompa point. Le *Figaro* remarqua: «Dépouillée de cette phraséologie redondante qui caractérise ces sortes de documents, la résolution du Parti en somme, est acceptable». Et le *Popolo d'Italia*, l'organe du traître Mussolini approuva le Congrès en général et la résolution en particulier.

Pourtant, des faits nouveaux s'étaient produits avant le Congrès: Sembat, Jules Guesde, devenus de plus en plus impopulaires avaient dû renoncer à leur fonction de ministres; l'Allemagne avait adressé sa première note «pacifiste» et le président Wilson avait déclaré qu'il était prêt à être le négociateur entre les deux groupes de belligérants.

D'autre part, les social-patriotes apportèrent tous leurs soins à la mise en scène du Congrès. On exhiba et l'on fit parler les principaux représentants d'entre les social-impérialistes alliés: Vandervelde, Henderson, Smith, Roberts, Roubanovitch. Le député du Nord Lebas, rapatrié d'Allemagne, qui devint l'homme sandwich des social-patriotes, fit sa première apparition. Enfin le chef-cuisinier Renaudel s'était montré une fois de plus expert dans l'art de sophistiquer les mandats. Ainsi de la Fédération du Nord dont le secrétaire adjoint était Saint-Venant, un des larbins les plus attitrés de Renaudel, aidé par Compère-Morel

et Lebas, furent rejetés les socialistes internationalistes du Nord à Bourges qui avaient obtenu 100 mandats internationalistes contre 399 mandats social-patriotes. Un autre exemple est celui de la Fédération des Deux-Savoies. Pendant longtemps le social-traître Milhaud réussit à se faire mandater aux Conseils Nationaux et Congrès. Or le professeur Milhaud appartenait à la Fédération des Deux-Savoies en tant que membre du groupe socialiste français de Genève, lequel ne se réunit jamais depuis le 4 août 1914. Mais quelqu'un troubla la fête... ce fut une brave institutrice, la camarade Colliard, qui se distingua dans la lutte contre la guerre et pour l'internationalisme, qui fut déplacée d'abord, ensuite révoquée, grâce sans doute à la recommendation fraternelle du professeur Milhaud!

Outre la résolution générale relative à la paix, fut discutée la question de la reprise des relations internationales; 1407 mandats se prononcèrent pour la reprise immédiate et 1537 pour la reprise conditionnée. En ce qui concerne l'*Humanité*, la minorité toujours pusillanime renonça à sa motion relative à l'instauration d'un Conseil de direction composé de trois membres, Renaudel ayant promis qu'il accorderait une large place à la minorité dans la rédaction du journal. La Commission administrative du Parti fut renouvelée. Les majoritaires qui étaient 17 ne furent plus que 13 et le nombre des minoritaires de 7 passa à 11. Enfin, un débat agité eut lieu sur la propagande zimmerwaldienne. Fiancette et Sembat proposèrent une motion destinée à combattre la propagande zimmerwaldienne, invitant la C. A. P. à «faire respecter par tous les militants dans l'esprit et dans la lettre toutes les décisions prises par les Congrès». Cette motion fut adoptée par 1642 contre 1287 et 27 abstentions. Le social-opportuniste Pressemanne avait défendu une résolution démontrant que ce soi-disant guide du socialisme n'a jamais rien compris aux idées de Zimmer-

wald: «Le Congrès constate que les idées émises à Kienthal ont pris naissance avant la guerre dans les discours et écrits de certains militants dont les citoyens Renaudel et Hervé, et passe à l'ordre du jour». Elle fut repoussée par 1657 voix contre 1074 et 197 abstentions.

Quant à la participation ministérielle, la résolution de Renaudel approuvant cette participation comme conséquence de la nécessité de la défense nationale, obtint 1637 voix; la motion défendue par Mistral, au nom de la minorité, déclarant en substance que si la collaboration ministérielle avait été imposée par les circonstances, ces dernières n'existaient plus et que la collaboration devait cesser, groupa 708 voix; 574 voix approuvèrent l'ordre jour rédigé par le camarade Loriot au nom des zimmerwaldiens affirmant sans plus qu'en conformité des principes socialistes la collaboration ministérielle devait cesser immédiatement. Il faut enregistrer la défection de Bourderon, qui depuis ce Congrès se sépara des zimmerwaldiens, et prit rang dans les troupes minoritaires.

Pour la première fois l'idée de scission se fit jour au sein des groupes et des organes. A vrai dire la plupart des journaux socialistes combattirent l'idée même de tout mouvement sécessioniste, mais le fait même qu'il en fut question est un symptôme qu'il convient d'enregistrer.

Quelques jours après, la Fédération de la Seine organisait une conférence fédérale dans laquelle un compte-rendu des travaux du Congrès fut fait par des délégués mandatés par les diverses tendances et à laquelle furent invités tous les membres de la Fédération. Loriot apparut comme le véritable chef de la fraction des zimmerwaldiens conséquents, des zimmerwaldiens de gauche. Il affirma que les faits ultérieurs prouveraient combien il avait raison de maintenir intégralement son point de vue. En dépit des supplications des social-opportunistes le représentant

comme un sectaire, il déclara qu'il comprenait sans l'approuver l'attitude conséquente des social-patriotes, mais qu'il ne pouvait concevoir l'attitude de la fraction hésitante longuettiste pas plus que les critiques de Pressemanne, pas plus que les déclarations de Raffin-Dugens, pas plus enfin que les objurgations d'un certain nombre de «zimmerwaldiens».

* * *

L'opposition zimmerwaldienne et révolutionnaire que nous avons vu croître progressivement dans le Parti socialiste se développait davantage dans les milieux syndicalistes.

Le secrétaire général de la Confédération générale du Travail Jouhaux cyniquement multiplia les manifestations chauvines et contre-révolutionnaires. Il eut l'audace d'accepter une invitation de la Fédération des industriels et commerçants français, dont le président était l'ancien ministre des colonies, André Lebon, l'homme de confiance des exploiteurs et trafiquants français, à faire une conférence à l'occasion du déjeuner de cette Fédération contre-révolutionnaire, le 4 mars 1916. *Le Comité confédéral non seulement ne protesta pas contre la singulière attitude du secrétaire général, mais encore décidait l'impression du discours.* Répondant au traître Jouhaux, le représentant de la fédération des industriels et commerçants, s'exprimait ainsi: «Les termes dans lesquels s'est exprimé M. Jouhaux, et l'accueil que vous avez fait à son programme me paraissent montrer à l'évidence que nous aurions grand intérêt, les uns et les autres, à causer ensemble le plus souvent possible, à nous débarrasser de certains intermédiaires bavards et agités *(applaudissements)* qui s'interposent trop souvent entre les représentants de la classe ouvrière—si tant est que l'expression soit encore exacte—et ceux du patronat

(applaudissements).... Je me félicite, Messieurs, et je suis convaincu que vous vous féliciterez tous avec moi de ce premier entretien avec M. Jouhaux...» [1]).

Et pendant ce temps, les «Forges et aciéries de la Marine d'Homécourt» accusaient un bénéfice de près de sept millions; les «Ateliers et Chantiers de la Loire» un bénéfice de près de trois millions, et «La Société des moteurs Gnôme et Rhône» un bénéfice brut de douze millions et un bénéfice net de près de neuf millions.

Les traîtres de l'Internationale anglais et français complotaient à l'insu et au détriment de la classe ouvrière et avaient dressé tout un plan contre-révolutionnaire.

Dans les premiers jours de juillet se tint à Leeds une conférence syndicale, préparée complètement dans les ténèbres. Le numéro de la *Voix du Peuple* du 1-er mai publiant un rapport concernant les «Clauses ouvrières à insérer dans le traité de paix», non seulement ne laissait rien transpirer quant aux possibilités de cette conférence, mais

[1]) Le 1-er mai 1915, au meeting organisé à Paris par l'Union des syndicats de la Seine et de la C. G. T., le traître anglais Ben-Tillet, secrétaire général de la Fédération des docks, sans qu'on eût daigné annoncer sa présence aux minoritaires, prononcait un discours ultra-patriotique. Le lendemain, cet homme-sandwich était reçu par le président de la République, puis quelques jours après, accompagné d'un rédacteur de l'*Humanité*, il visitait le front français et rentré en Angleterre il s'exhibait dans tous les music-halls, répandant à profusion ses paroles guerrières. Il est bon d'ajouter que le Congrès des Dockers le releva de son mandat de secrétaire. En septembre 1915, Hodge, Robert, Smith venaient en France et accomplissaient également une tournée. A la conférence qui eut lieu à Paris le 29 septembre et que présidait M. Stephen Pichon assistaient M. Poincaré, l'ambassadeur d'Angleterre, MM. Albert Thomas, Millerand, Malvy, Thomson, Sembat, Cachin, Renaudel, Longuet et Poncet, etc... Le traître Jouhaux fut l'habituel metteur en scène de ces manifestations et exhibitions.

précisait que les rapports et les propositions seraient communiqués à toutes les centrales nationales syndicales, donnant ainsi un but commun immédiat d'action à toute l'Internationale et apportant par ce fait une plus grande autorité à la Conférence internationale proposée par *l'American Federation.* Rien donc ne faisait prévoir l'organisation d'une conférence où seules seraient représentées les centrales syndicales des pays alliés. Le 1-er mai avait lieu une séance extraordinaire du Comité Confédéral dont l'ordre du jour était consacré à la question de la main-d'oeuvre étrangère. Un socialiste réformiste italien de la tendance Bissolati venu en France pour assister à la première conférence économique des alliés, ainsi que Rigola y participèrent. Quelques minutes avant la fin de la séance, alors qu'un grand nombre de délégués avaient quitté le Comité en raison des difficultés des moyens de communication, il fut inopinément proposé de tenir à Londres une conférence syndicale alliée. Péricat, Broutchoux et Merrheim protestèrent contre cette propositon qui fut néanmoins adoptée, par la majorité. Lorsque la presse eut annoncé cette décision, le Comité général de l'Union des syndicats du Rhône protesta énergiquement contre cette conférence.

Le Conseil National de la C. G. T. italienne décidait de ne pas participer à une conférence qui constituait une infraction au pacte de Zimmerwald. La délégation française fut composée exclusivement de majoritaires: Jouhaux, Bled, Luquet, Lefèvre, Guinchard, Keufer, Knudde, Chanvin, Dumas et Toulouse [1]).

[1]) La délégation italienne était composée d'individus sans mandat à la tête desquels se trouvait le syndicaliste anarchiste anti-parlementaire devenu pendant la guerre ultra-jusqu'auboutiste: Alceste De Ambris; deux traîtres belges y étaient également présents: Gaspard et Mahlman. La Conférence dura un jour et pendant les quatre ou cinq jours qui suivirent on fit visiter aux délégués: la flotte anglaise, les usines de munitions et les camps d'instruction des recrues britanniques!

De la section syndicaliste du *Comité pour la reprise des relations internationales* sortit le *Comité de Défense syndicaliste* lequel dans les premiers jours de septembre publia une déclaration protestant contre les majoritaires, qui s'étaient prêtés «avec complaisance à une collaboration toujours recherchée par les gouvernements» et qui peu à peu avaient «délaissé les luttes syndicalistes basées sur les principes de la lutte de classe, pour pénétrer chaque jour davantage dans les commissions gouvernementales, sous prétexte d'obtenir des réalisations». Le manifeste s'adressait à la classe ouvrière et dénonçait la majorité factice formée dans le sein du Comité confédéral et celui de l'Union des syndicats de la Seine, et il faisait appel à tous les syndicalistes pensant que la guerre n'a rien modifié dans les rapports sociaux des individus. A ce manifeste adhérèrent le Syndicat du Bâtiment; le Syndicat des Briqueteurs et Aides; le Syndicat des Découpeurs, Estampeurs, Outilleurs; la Section Syndicale des Démolisseurs adhérente au Syndicat de la Maçonnerie-pierre; le Syndicat des Dessinateurs et Commis en Bâtiment; le Syndicat des Ferblantiers; le Syndicat des Mécaniciens; le Syndicat des Produits chimiques; le Syndicat des Terrassiers; le Syndicat des Tôliers; avaient en outre signé cette déclaration: Bourderon (Tonneliers), Broutchoux (Union des Syndicats du P. D. C.), Millerat (Habillement) Péricat (Maçonnerie-pierre) etc... On remarquera l'absence de la signature de Merrheim, et de celle de la *Fédération des Métaux*.

* * *

La Révolution russe en France comme partout ailleurs exerça une influence décisive. Le 1-er Mai 1917, *le Comité pour la reprise des relations internationales* organisa un meeting qui réunit dix mille personnes. Une manifestation qui en groupa près de cinq mille eut lieu Place de la République malgré un fort déploiement de force policière.

Des manifestes furent distribués par les soins du Comité pour la reprise des relations internationales. On y déclarait que l'on y combattrait la guerre menaçant de tuer la Révolution russe. «*Le jour de la délivrance universelle approche. Aucune goutte du sang des peuples ne doit être perdue, elle doit se transformer en énergie révolutionnaire, en haine farouche contre le régime de massacre, contre le capitalisme. Partout les peuples révoltés doivent se débarrasser de leur gouvernement de classe pour mettre à leur place les délégués des ouvriers et des soldats passés au peuple. La Révolution russe est le signal de la Révolution universelle et la Révolution universelle assurera le succès définitif de la Révolution russe et à la guerre des peuples doit répondre la Révolution mondiale*». C'est ainsi que prenaient corps les idées de la gauche de Zimmerwald et des bolchéviki.

Dans le courant de mai, de graves mutineries éclatèrent sur le front, en même temps que les grèves se multipliaient en province aussi bien qu'à Paris. Durant les semaines précédant la Révolution russe, des grèves importantes s'étaient déjà produites en France. C'est ainsi que les ouvriers métallurgistes de St.-Denis et les ouvriers de Sérifontaine (Société française des Métaux) exigeant une augmentation de leurs salaires dérisoires avaient suspendu le travail. D'autres grèves s'étaient propagées à la Société anonyme des établissements Vedovelli et Priestley, chez Malicet et Blin (Aubervilliers) aux usines Panhard etc...

Mais les nouvelles grèves qui éclatèrent au lendemain de la Révolution russe n'avaient plus seulement un caractère professionnel, économique, mais *anti-guerrier* et *révolutionnaire*. Les grévistes ne se bornaient plus à demander une augmentation de salaires; impérieusement ils réclamaient la paix et la fin du massacre des peuples. Ceux-là même qui s'étaient montrés le plus contraires au

mouvement syndicaliste et qui avaient refusé d'accepter la grève comme moyen de revendication: les employés des banques et les midinettes se joignirent à la masse révolutionnaire et l'on entendit dans toutes les rues de Paris des clameurs violemment hostiles au gouvernement.

Le front fut largement gagné par l'esprit révolutionnaire. Des soldats se rendirent en cortège devant leurs officiers, qui les haranguèrent en pleurant, et leur promirent des faveurs et des permissions. De nombreux soldats chantèrent l'*Internationale* et des drapeaux rouges furent déployés. Dans les tranchées on pétitionna contre une campagne d'hiver et l'on fit circuler des listes demandant la constitution de Comités d'ouvriers et soldats. Malheureusement, les chefs socialistes ne furent pas à la hauteur de leur tâche et le nombre des guides, des leaders internationalistes et révolutionnaires était trop restreint. La répression gouvernementale fut impitoyable; on fusilla sans jugement un grand nombre de soldats et les régiments mutinés furent envoyés à Limoges et disloqués. On arrêta d'autre part à Paris un grand nombre de militants et l'on interdit les réunions des groupes de *Ce qu'il faut dire*, journal fondé par Sébastien Faure et dont il est question ailleurs.

La campagne contre le défaitisme commença et à Paris règna le terrorisme gouvernemental le plus brutal. Exemple: la femme du camarade internationaliste Cartier, pour avoir exprimé son opinion sur la guerre et sur la dernière offensive, fut condamnée à deux mois de prison. Le journal *Natchalo* fut supprimé.

* * *

C'est dans ces conditions que s'ouvrit le Conseil National du Parti socialiste le 27 mai 1917. Un ordre du jour assez confus présenté par le minoritaire Pressemanne et le majoritaire Auriol, accep-

tant le principe d'une conférence internationale fut adopté à mains levées. Au nom des zimmerwaldiens de gauche, le camarade Loriot déclara se rallier à cette résolution; mais laissa entendre nettement que pour lui et ses amis la conférence de Stockholm signifiait conférence Zimmerwaldienne. D'autre part les deux social-patriotes Moutet et Cachin, ces émissaires du gouvernement qui avaient été envoyés en Russie afin de persuader le prolétariat russe de maintenir sa participation à l'assassinat des peuples, encore qu'ils eussent conservé leurs principes de contre-révolutionnaires revinrent à Paris très impressionnés, et firent devant les délégués du Conseil un rapport très circonstancié. Quinze cent manifestants massés devant l'hôtel Moderne (Place de la République) où avait lieu le Conseil crièrent: «A *Stockholm*, *nous voulons nos poilus*, *la paix!..*» Trois députés furent forcés de venir haranguer la foule et de promettre qu'on «irait» à Stockholm. Mais le lendemain même, les social-impérialistes les plus notoires, Compère-Morel, Rougier, Veber, Groussier etc. protestaien contre la décision relative à la conférence de Stockholm, décision qu'ils critiquèrent vivement.

Les zimmerwaldiens décidèrent de ne pas répondre au questionnaire envoyé aux différentes sections de la Seconde Internationale par la Section hollandaise du *Bureau Socialiste International* et par Huysmans. Le *Comité pour la reprise des relations internationales* choisit d'autre part comme délégués à la III-me conférence de Zimmerwald de Stockholm: Louise Saumoneau et Loriot. La camarade Saumoneau fut également désignée par le groupe des femmes socialistes de la 1ère circonscription de Sceaux pour la représenter à la Conférence Internationale des femmes socialistes. Mais bien entendu les passeports si largement accordés aux social-traîtres prêts à accomplir les plus basses besognes du gouvernement impérialiste, furent refusés à nos ca-

marades. On sait d'ailleurs qu'il ne fut pas permis aux sages minoritaires, pas plus qu'aux abjects social-impérialistes de se rendre à la Conférence convoquée par le B. S. I.

Certains minoritaires qui avaient reproché aux internationalistes conséquents leur radicalisme comprenaient qu'ils n'avaient plus rien à espérer de Longuet, de Mayéras, de Mistral, de Pressemanne etc... C'est ainsi que dans le *Journal du Peuple* du 5 juin, Boris Souvarine parlant des socialistes russes devant l'Internationale et devant l'histoire écrivait: «Les Français ont fait des électeurs, les Russes ont fait des socialistes; les premiers ont fait l'unité, les seconds ont fait la Révolution. Ceci vaut bien cela...»

A l'accroissement des forces révolutionnaires le gouvernement riposta par les mesures les plus répressives et les plus tsaristes. En quelques jours, on arrêta aux environs des gares 1224 individus, soi-disant «suspects». Le *Journal du Peuple* fut suspendu pour quinze jours, pour ne pas avoir échoppé cette phrase supprimée par la censure: «Mais le courant d'anti-parlementarisme s'accroît dans le pays et si un gouvernement de coup d'état faisait arrêter les députés, pas un socialiste ne bougerait pour défendre le Parlement, les Parlementaires». *Ce qu'il faut dire* fut suspendu pour deux mois. Le gouvernement interdit deux réunions purement éducatives dont l'une devait être consacrée à Victor Hugo, organisées par la *Jeunesse syndicaliste de la Seine*, interdit aussi les réunions pourtant privées de la *Société d'études documentaires et critiques sur la guerre*, comprenant pourtant parmi ses membres des personnes connues pour leur patriotisme exacerbé. Le traître Jouhaux lui-même ayant voulu exposer l'attitude de la classe ouvrière depuis l'ouverture des hostilités, à une assemblée de cheminots du Midi tenue à Bayonne, un commissaire de police donna l'ordre de lever la séance.

Aux séances secrètes et publiques de la Cham-

bre, les députés républicains Dalbiez, Meunier, Accambray et les deux socialistes Raffin-Dugens et Jobert critiquèrent vivement l'offensive décidée à Compiègne le 6 avril par un Conseil de guerre qu'avait présidé Poincaré-le-Sinistre. Raffin-Dugens signala le cas de nombreux soldats dont plusieurs n'étaient que des enfants et n'en ayant pas moins la croix de guerre qui furent fusillés sans avoir obtenu de recours en grâce et sans que leur procès ait été entouré de toutes les garanties. Renaudel-le-Coquin intervint dans les débats et dénonça la «propagande clandestine» c'est-à-dire en somme, celle qui était faite par les zimmerwaldiens et les internationalistes. La Fédération nationale des Syndicats d'Instituteurs et Institutrices dont on avait interdit déjà le Congrès les 14 et 15 juillet 1916 et qui avait envoyé l'expression de ses plus ardentes sympathies à Rosa Luxemburg, Karl Liebknecht et Clara Zetkin voulut se réunir les 3 et 4 août 1917 mais le gouvernement signifia brutalement l'interdiction du Congrès projeté. Plusieurs instituteurs et institutrices furent arrêtés en province, notamment: Hélène Brion, les deux Mayoux—ceux-ci avaient publié une brochure pourtant modérée sur les instituteurs syndicalistes et la guerre. D'autres instituteurs furent déplacés ou révoqués (Loriot, Lucie Colliard). Plusieurs militants anarchistes-communistes, pour avoir répandu un pamphlet pacifiste, furent condamnés à des peines variant de six mois à deux ans de prison [1]).

De nombreux groupements de syndicalistes, de communistes, d'anarchistes votèrent des résolutions nettement révolutionnaires, protestant contre la dictature de Kerensky et contre la campagne de presse menée contre les internationalistes et les bolchéviki. La Commission administrative du Parti socialiste envoya une adresse à Kerensky-le-Petit et les social-

[1]) Berthe, Barthe, Ruff, Content etc... Au prononcé du jugement ces camarades chantèrent l'*Internationale*.

opportunistes la votèrent comme les majoritaires. Aussi bien les minoritaires reçurent chaleureusement les délégués du Soviet lesquels délégués avaient pourtant approuvé les mesures de répression prises par le Gouvernement provisoire contre les bolchéviki.

* * *

Les 6, 7, 8, octobre 1917 eut lieu à Bordeaux un nouveau Congrès socialiste. Le désir des majoritaires était de recueillir la plus «grosse majorité». Aussi étaient-ils décidés à accorder quelques concessions de pure forme aux minoritaires, à la condition que ceux-ci se séparassent des éléments zimmervaldiens. Ils avaient également placé leur espoir dans les «centristes» qui tentèrent vainement d'ailleurs de constituer un bloc nouveau. D'autre part, le choix de Bordeaux comme siège du Congrès devait favoriser les intentions sournoises des majoritaires et des centristes. A Bordeaux on n'avait point à redouter l'influence de l'atmosphère chaude et vivifiante des tribunes occupées généralement à Paris par les militants internationalistes. Enfin et c'était un des principaux buts poursuivis par les social-patriotes: certains camarades étaient dans l'impossibilité matérielle de participer au Congrès. C'est ainsi notamment que notre camarade Loriot, l'âme du mouvement zimmerwaldien en France, instituteur comme on sait, empêché par ses fonctions ne put faire le voyage de Bordeaux. En sorte que le zimmerwaldisme fut principalement défendu par des parlementaires (Brizon et Raffin-Dugens). Pour justifier son attitude Raffin-Dugens n'hésita pas à déclarer que *si le refus des crédits dépendait de sa voix, il voterait les crédits*. C'est dans ce sens qu'il s'exprima, lorsque pour faire une manifestation, les minoritaires le proposèrent comme l'un des présidents du Congrès. La propositon du social-patriote Marquet interdisant aux zimmerwaldiens de présider la séance en raison du caractère politique que cette prési-

dence pourrait avoir, fut votée par 1493 mandats contre 1369 contre la motion du centriste Ellen-Prévost, — laquelle devait permettre à Raffin-Dugens de présider une séance, au nom de l'égalité des droits pour tous les congressistes. Ce premier vote montra que les social-patriotes étaient incontestablement en majorité encore, en dépit de l'optimisme impénitent de certains minoritaires à la veille du Congrès.

Les questions de la participation ministérielle, du vote des crédits, de la guerre, furent l'objet d'une discussion longue et fastidieuse et qui ne se différencia guère des controverses engagées à ce sujet depuis des mois dans les sections et les organes du Parti. Une résolution interminable justifiant la défense nationale, la collaboration de classes et la participation ministérielle, présentée par le social-patriote Renaudel recueillit 1552 voix. Une motion Pressemanne concilliant la défense nationale et l'internationalisme en obtint 834. La même motion amendée par Brizon se prononçant contre la participation ministérielle et le refus des crédits en groupa 385. Enfin 118 mandats acceptèrent la résolution zimmerwaldienne, défendue par la camarade Saumonneau, refusant purement et simplement les crédits au nom des principes socialistes. On renouvela la Commission Administrative du Parti, et cette fois, outre Maurin et Verfeuil, zimmerwaldisants qui furent réélus, Brizon et Bourderon — celui-ci à vrai dire maquillé en minoritaire furent élus.

* * *

L'avénement du dictateur Clémenceau contribua à intensifier la lutte révolutionnaire et internationaliste. Avant de recueillir des mains chancelantes de Poincaré la présidence du Conseil «le tigre» dans un discours prononcé au Sénat et dans une série d'articles publiés dans son journal avait dénoncé

la campagne révolutionnaire et exigé d'immédiates et draconniennes répressions. Dès qu'il fut investi de la dictature, après s'être d'abord attaqué au représentant des forces pacifistes bourgeoises, l'homme abhorré des nationalistes, M. Caillaux, le dictateur fit poursuivre sans relâche les socialistes de gauche, les syndicalistes et les révolutionnaires. Le nombre des arrestations de militants subit une vive recrudescence et les condamnations se multiplièrent. Le gouvernement redoutait à tel point le révolutionnarisme et l'internationalisme que sa censure interdit au journal *Ce qu'il faut dire*, la traduction française de la belle défense de Fritz Adler. Quelques jours après, Sébastien Faure était condamné pour attentat à la pudeur! Armand, directeur du journal anarchiste *Par de là la mêlée* était condamné à cinq ans de prison pour avoir aidé un de ses amis à déserter. Les époux Mayoux qui s'étaient pourvu en appel étaient frappés de deux ans de prison. La camarade Lucie Colliard était arrêtée et incarcérée à la prison de Grenoble et Raymond Péricat s'étant rendu à Bourges pour y faire une conférence, dès son arrivée était arrêté et reconduit immédiatement à Paris. Mais les Syndicats et les groupes multiplièrent les réunions et votèrent d'énergiques résolutions en faveur de la paix, de la reconstitution de l'Internationale ouvrière, et envoyèrent des adresses de sympathie aux camarades persécutés par toutes les bourgeoisies.

Les 23, 24 et 25 décembre 1917 eut lieu à Clermont-Ferrand, une conférence des Fédérations, Unions et Bourses qui fut marquée par la défaite des social-patriotes, mais à vrai dire cette défaite fut obtenue au prix de la retraite des éléments de gauche. Merrheim, Broutchoux, Mayoux, Péricat défendirent la Révolution russe et les bolchéviki et exaltèrent en particulier Lénine et Trotsky. Une résolution à tendances longuettistes, adhérant à la proposition de paix formulée par la République des

Soviets et où il importe de le souligner—il n'était pas question de l'Alsace-Lorraine, recueillit la presque unanimité des délégués. Seuls, Loriot et Mayoux, conséquents, votèrent contre cette motion jugée avec raison par eux insuffisamment radicale.

Malgré l'extension prise par le régime tsariste et terroriste, les ouvriers de France prenaient de plus en plus conscience de la situation et manifestaient leurs opinions, présentant leurs revendications en des ordres du jour qui certes n'exprimaient pas encore la tendance bolchéviste mais qui traduisaient un incontestable progrès. Les métallurgistes de la Loire avaient quitté leur travail, un secrétaire de syndicat le camarade Andrieux ayant été renvoyé au front en raison de ses opinions politiques. Le 19 janvier 1918, eut lieu à Lyon, une grève générale de trois jours; bien entendu il fut interdit à la presse de donner là-dessus le moindre détail. Dans tout le bassin de la Loire, à St-Etienne, à Bourges, des mouvements d'importance se faisaient jour.

Les 24 et 25 mars se réunissait à St-Etienne la Conférence des syndicalistes minoritaires demeurés partisans de la lutte de classe et de l'action révolutionnaire. Ce Congrès fut suivi de meetings, et de démonstrations et l'on préconisa sans réserve la grève générale et la révolution. Quelques semaines plus tard, dans tout le bassin de la Loire, la grève générale était décidée et à St-Etienne se constituait un Comité révolutionnaire portant le nom de Commission Centrale, qui bientôt envoyait aux autorités un memorandum demandant l'armistice immédiat sous menace de grève générale. Celle-ci fut déclanchée et se développa magnifiquement durant près d'une semaine; mais la plupart des chefs syndicalistes furent arrêtés et écroués à la prison de Clermont-Ferrand.

Le gouvernement ayant supprimé *Ce qu'il faut dire*, les rédacteurs de ce journal le remplacèrent

par *Franchise* qui subit le même sort après la publication des trois premiers numéros. Quelques jours après, les zimmerwaldiens fondèrent un organe hebdomadaire, la *Plèbe*, alimenté principalement par les souscriptions des Comités d'ouvriers des usines de la région parisienne et de la Loire. Cette phrase se détachait du programme: «Voir et vouloir. La lutte des classe aujourd'hui plus que jamais est largement ouverte». Sous la présidence de Merrheim eut lieu à Paris une assemblée à laquelle participèrent mille délégués représentant un million huit cent mille ouvriers de la région parisienne. L'ordre du jour voté donnait à Merrheim le mandat impératif de défendre à la Conférence socialiste interalliée une résolution en faveur de l'armistice immédiat sous menace de grève générale.

* * *

Dans les premiers jours de février se tint un Conseil national du Parti Socialiste qui fut une nouvelle comédie parfaitement mise en scène. Tous les boutiquiers de la politique: social-patriotes majoritaires et minoritaires, social-impérialistes, social-pacifistes, social-confusionnistes et social-idiots donnèrent le plus honteux spectacle. Une fois de plus, les minoritaires qui avaient prématurément proclamé leur victoire abdiquèrent lâchement. Dans la crainte de fondre en minorité, les majoritaires firent quelques concessions de pure forme aux minoritaires et l'on vota de ces résolutions longues, inconsistantes, amorphes qui sauvegardent ce qu'on appelle l'unité. Seuls les zimmerwaldiens radicaux eurent une attitude digne et conséquente. Le «zimmerwaldien» Brizon lorsque fut déposée la résolution demandant aux élus de refuser les crédits, résolution basée non sur des principes mais sur des subtilités sentimentales, d'une façon théâtrale déclara qu'il ne voulait pas se séparer des minoritaires, «au moment où ceux-ci adoptaient une attitude de fermeté sur

la question des crédits!» La camarade Saumoneau déclara: «Les zimmerwaldiens intransigeants estiment que l'action pour la paix peut être soit une action qui obligera les gouvernements bourgeois à faire la paix, *soit une action révolutionnaire qui assure la prise de possession du pouvoir par le prolétariat qui fera la paix socialiste*». Notre camarade ajouta avec raison qu'une réunion de l'Internationale était inutile puisque l'accord était impossible dans l'Internationale même. «On demande maintenant aux zimmerwaldiens de s'effacer pour permettre à l'unité de se réaliser. Mais au moment même où un mouvement populaire se dessine en Angleterre et en France, les zimmerwaldiens qui veulent diriger ce mouvement ne peuvent abdiquer». Ainsi fut défendu le point de vue zimmerwaldien.

Afin de maintenir sa majorité Renaudel eut recours à tous les moyens. Le Conseil siégeait dans la grande salle de la Belleviloise. Il informa les délégués qu'on ne pouvait tenir de séance de nuit parce qu'on signalait des *gothas*! Puis dénonçant l'offensive pacifiste menée par l'Allemagne en France, il donna connaissance d'un tract intitulé: *Pour la paix—Plus de sang* et d'une affiche intitulée: *Français! aux barricades!* qui étaient distribués ou collés dans les régions de Lyon et de St-Étienne, et il affirma sans en apporter la preuve que tout cela avait été imprimé en Allemagne.

Voici les principaux votes:

Résolution relative à l'action internationale avec amendement proposé par le Parti socialiste au memorandum anglais sur les questions coloniales et l'Alsace-Lorraine: texte de la Commission 2618 voix; texte Loriot 218; abstentions 108.

Vote sur la priorité des motions relatives aux crédits militaires: texte Renaudel 1474 mandats; texte Paul Faure 1262 mandats; texte Loriot-Mayoux 226 mandats.

Motion Renaudel approuvant les crédits 1548

mandats; motion contre les crédits 1415; abstentions 19.

Si l'on totalise les mandats obtenus par les résolutions Paul Faure et Loriot-Mayoux on s'aperçoit que les majoritaires furent mis en minorité, ce qui n'empêcha pas plusieurs minoritaires de défendre ensuite le texte de Renaudel en faveur des crédits!

Comme on pense bien, les minoritaires furieux d'être demeurés minoritaires en dépit de leurs pronostics, critiquèrent sévèrement les zimmerwaldiens. Le *Populaire*, rendant compte du Conseil national reprocha à Loriot et à ses amis de s'être montrés des anti-zimmerwaldiens! Le journal opportuniste affirma que les camarades qui étaient demeurés conséquents étaient des «Loriottistes» et non pas des «zimmerwaldiens»! Le citoyen Longuet lui-même dans un article portant ce titre pompeux: «La marche victorieuse de l'idée internationaliste», écrivait: «En dépit de toutes ces manoeuvres, la gauche l'eût emporté sans la détestable indiscipline, l'incompréhension et le sectarisme de la petite fraction «Loriottiste» appelée bien à tort «kienthalienne» par la presse bourgeoise. L'honnêteté et la sincérité de Loriot et de ses amis n'est pas en cause, mais leur absence totale des sentiments des réalités qu'ils appellent de la «cuisine» est une véritable calamité pour l'idée internationaliste». Il n'est pas jusqu'à Brizon lui-même qui n'eut à coeur d'attaquer les zimmerwaldiens de gauche dans son journal *La Vague*. Aux critiques et aux détracteurs de toutes sortes Loriot répondit résolument dans un article intitulé: *Notre attitude.* Il rappela au début de cet article que lorsque après Zimmerwald les internationalistes français, d'accord avec les décisions de cette conférence se groupèrent dans le *Comité pour la reprise des relations internationales* pour propager ses décisions, malgré toutes les sollicitations dont il fut l'objet, le député

Brizon, individualiste, négligea de s'associer aux camarades et préféra agir isolément. L'article se terminait ainsi: «En réalité, ce qu'on nous demandait c'était de nous rallier purement et simplement à la minorité; c'était d'entrer sans condition dans cette fraction hétérogène, dispensatrice d'illusions, qui après avoir vécu d'espoirs vient d'être frappée à Londres d'une syncope mortelle, de cette fraction qui cherche Stuttgart à Whasington, et Liebknecht à la Maison Blanche, qui, les yeux obstinément tournés vers l'ouest, s'apprête avec l'autorisation du gouvernement, à oeuvrer pour la paix par la diffusion de la déclaration de guerre rédigée en petit comité à Central-Hall».

Il fut prouvé plus tard que Renaudel avait été mis au courant de ce qu'il révéla au Conseil National pour des fins politiques par le président du Conseil lui-même une dizaine de jours auparavant.

* * *

En vue du prochain Conseil National, plusieurs Fédérations tinrent un Conseil et votèrent des résolutions concluant au refus des crédits. Les progrès du zimmerwaldisme, se faisaient de plus en plus jour dans la Fédération de la Seine.

Le Conseil Fédéral appelé à se prononcer sur la tactique à défendre au prochain Conseil National discuta diverses résolutions se décomposant ainsi:

Résolution des social-patriotes:	1.470 —	3 délégués
Centristes (unité à tout prix)	661)	
» » » »	2.050)	4 »
Minoritaires (refus des crédits)	4.730 —	7 »
Zimmerwaldiens (Loriot, Saumoneau, Rappoport). . .	1.387 —	2 »

Les progrès du zimmerwaldisme dans la région parisienne étaient en parfaite corrélation avec la poussée révolutionnaire qui s'y manifestait. Le *Comité de Défense syndicaliste* et les Conseils syndicaux convièrent les délégués des organisations ouvriè-

res minoritaires et discutèrent la situation économique, la convocation du prochain Congrès Fédéral, les possibilités d'une conférence internationale et enfin l'action des minoritaires. Trois cent délégués dont plusieurs représentants de très importantes organisations syndicales, participèrent à l'assemblée. Tous les orateurs furent d'avis que l'idée de paix et de révolution devait primer les questions de salaires. Le camarade Boudoux représentant des charpentiers en fer fut en particulier très applaudi lorsqu'il affirma: «Plus de grèves pour des questions de salaires. Les camarades soldats ne comprennent pas cette agitation pour une question de gros sous. Cette politique sordide tend à creuser un fossé entre les prolétaires de l'armée et ceux de l'usine. Il faut que ce malentendu cesse et notre action doit être menée pour de grands principes et non pour de pauvres intérêts professionnels».

En province les manifestations révolutionnaires et les grèves se développèrent à nouveau. C'est ainsi que deux mille ouvriers manifestèrent devant l'Hôtel de Ville de Bourges en criant: «A bas la guerre! Vive la paix! A bas les profiteurs!» En tête du cortège marchait une ouvrière portant une pancarte de deux mètres de longueur et de largeur représentant le dictateur Clémenceau, dans un bain de sang. Au *Comité pour la reprise des relations internationales*, au *Comité de Défense syndicaliste*, s'ajoutait le *Comité de défense sociale* reprenant enfin son activité interrompue depuis le début de la guerre. Dans un appel adressé aux militants le secrétaire du Comité de défense sociale le camarade Thuillier s'exprimait ainsi: «A l'heure où plus que jamais les libertés sont foulées aux pieds par les gouvernements, à l'heure où nous sentons que la société capitaliste s'apprête à lutter sans merci contre les droits du peuple, il est de toute nécessité de nous dresser fermement, pour combattre nous aussi, sans merci pour le triomphe de la liberté et de la justice».

* * *

Lorsqu'on étudie l'activité des social-opportunistes on est frappé de leurs oscillations constantes, de leurs variations quotidiennes, de la soumission de leur socialisme soi-disant international à Hindenbourg, Joffre et Foch. Le 11 avril 1918 le *Populaire* sous la direction de Jean Longuet et de Paul Faure devenait quotidien, mais il maintenait son idéal sans grandeur et désespérément confusionniste. Quelques jours avant la transformation de l'hebdomadaire en quotidien, parlant de «l'heure tragique sonnant à nouveau», Jean Longuet faisant un parallèle entre les journées d'août et septembre 1914 et celle d'avril 1918, écrivait: «Devant un semblable péril pour la liberté du monde,— suivant l'expression de nos camarades suédois dans le *Social-Democraten* de Stockholm,— il n'y a pas un seul socialiste, ni un seul internationaliste qui puisse exprimer une autre pensée immédiate que celle de la résistance, la nécessité pour tout le pays de *tenir*, devant la ruée de l'impérialisme germanique, vers Amiens et Compiègne». Et le chef de la minorité établissait une singulière comparaison entre la position des minoritaires français et celle des bolchéviki, «faisant appel à la mission militaire de Moscou pour réorganiser l'armée rouge!» En même temps une note nous informait que deux délégués minoritaires qui devaient faire une tournée de propagande en province ne partiraient pas par suite des évènements militaires.

Le socialisme internationaliste était de nouveau en péril en France, de nombreux militants étaient encore arrêtés et condamnés (Hélène Brion, Mouffard, Colliard, Rappoport) etc... Les social-opportunistes vouaient tous leurs soins à la défense de la République bourgeoise, au sauvetage de l'ancien président du Conseil Joseph Caillaux et ils donnaient leur adhésion à la *Coalition Républicaine*, nouveau groupement se proposant de défendre les institutions

républicaines et la *Ligue des Nations*. Hélas! après des hésitations et un premier refus, apportant toute l'autorité qu'il détenait comme secrétaire de la *Fédération des Métaux*, Merrheim venait aussi se joindre à cette coalition et consommait ainsi sa défection [1]). Aussi bien, Merrheim se prononçait contre l'initiative du *Comité de défense syndicaliste* convoquant une Conférence à St-Etienne, conférence qui eut pour effet de décider le Comité Confédéral à convoquer pour la première fois depuis la guerre le Congrès de la Confédération Générale du Travail.

Au contraire, les social-impérialistes affirmaient une tactique nette, brutale, agressive. Ils s'élevaient à la fois contre les tendances timidement internationalistes des minoritaires, et luttaient ouvertement contre les bolchéviki et le soviétisme, préconisant une intervention armée efficace des alliés en Russie. Depuis quelques mois déjà ils s'étaient groupés et avaient pris le titre de «*Comité socialiste pour la paix du droit*». Le secrétaire de ce Comité était le professeur Rosenthal qui dans la cinquième section du Parti faisait la chasse à tous les étrangers. Ces messieurs publièrent un manifeste accusant les social-patriotes modérés de trahir, «*soit par erreur, soit par faiblesse, les intérêts inséparables de la France et du socialisme, d'avoir toléré le zimmerwaldisme, de n'avoir pas rejeté la formule équivoque de paix des Soviets*», d'avoir aidé la propagande du bolchévisme et de vouloir pactiser avec lui, d'avoir sans oser le proclamer fait ou toléré les campagnes défaitistes, bref, d'avoir trahi «les vrais intérêts du socialisme et la cause du droit».

Les extrémistes du social-patriotisme conduits par Alexandre Varenne,—lequel était devenu depuis longtemps déjà le directeur de *l'Evènement*, organe disparu au lendemain de la guerre mais ressuscité

[1]) Sous le titre *Casse-Cou* le camarade Thuillier publia dans la *Plèbe* un article significatif sur le cas Merrheim.

grâce au concours de financiers anglais, à la tête desquels se trouvait Horatio Bottomley, financier véreux, condamné de droit commun, détroussant la petite épargne, que le parti libéral avait été obligé d'expulser pour indignité morale,—envoyèrent au social-impérialiste anglophile Branting un memorandum protestant contre les tendances du Parti socialiste français, et exprimant le point de vue de ces messieurs sur la conférence internationale. Parmi les signataires on relève les noms de Compère-Morel, Dejeante, Lebey, Rougé, Navarre, Rozier, Veber etc... ainsi que Jean Bon et Jobert qui en 1916 avaient signé la «circulaire de la minorité»! Thomas, Renaudel et Sembat ne donnèrent pas leur signature et la Commission administrative du Parti blâma les dissidents. Renaudel célébra une nouvelle messe sur l'autel de l'unité et multiplia ses patenôtres. Plus tard les social-impérialistes connus sous le nom de «Groupe des quarante» publièrent un quotidien la *France Libre* [1]), sous la triple direction des trois forbans types du social-impérialisme: Varenne, Compère-Morel et Adrien Veber. Ce journal se distingua principalement par sa campagne contre les bolchéviki et contre le soviétisme, propagande qui ne fut pas moins ignominieuse que celle menée par l'*Action Française*, l'*Echo de Paris* et en général toute la presse française contre-révolutionnaire. La lutte fut vive entre la *France Libre* et le *Populaire*. L'organe des minoritaires qui avait tenu à paraître le soir afin de ne pas gêner l'*Humanité* ce qui lui avait valu les félicitations et les compliments de l'organe social-patriote! — reprocha à la *France libre* de n'avoir pas eu à l'égard de l'*Humanité* les scrupules que les minoritaires avaient eu en fondant le *Populaire*: «Ils n'ont pas craint de se dresser en concurrence directe de l'organe officiel du Parti».

[1]) Le premier numéro parut le 2 juillet 1918.

Quant aux Jeunesses socialistes, petit à petit elles reprenaient leur activité dans la Seine. Plus que les autres groupements, elles avaient souffert de la guerre et de la mobilisation. Le 23 juin 1918 se réunit à la Mairie de St-Denis la Conférence nationale des Jeunesses socialistes. Les Jeunesses ne s'étaient pas assemblées en congrès depuis leur assemblée de Brest en 1913. Quelques semaines auparavant, les Jeunesses socialistes de la Seine réunies en congrès s'étaient prononcées résolument non seulement contre la guerre mais encore contre la collaboration avec les Partis bourgeois soi-disant républicains. Sur la proposition du camarade Laîné, le Congrès de la Seine avait refusé par 169 mandats et 10 abstentions de participer au Comité de vigilance des Jeunesses de gauche et il fut interdit aux membres des Jeunesses socialistes d'adhérer aux jeunesses républicaines.

Le Congrès de St-Denis fut une manifestation internationaliste. La thèse acceptée par le Congrès de la Seine s'opposant à toute collaboration des Jeunesses socialistes et des groupements bourgeois fut prise en considération par 263 mandats contre 36 et 5 abstentions. Après diverses motions sur la préparation post-scolaire et l'apprentissage, on vota une résolution sur l'anti-militarisme analogue à celle qui avait été adoptée au Congrès de Brest. La Conférence se prononça ensuite pour un manifeste saluant les jeunes prolétaires de tous les pays, les assurant de son «inébranlable fidélité aux principes socialistes et internationalistes» et manifestant sa plus vive sympathie «aux jeunes socialistes qui ont été dans tous les pays victimes du régime capitaliste».

* * *

Le Congrès de la Confédération Générale du Travail qui devait avoir lieu d'abord à Limoges et fut ensuite convoqué à Versailles, fut précédé et suivi d'une série de congrès de syndicats.

C'est ainsi que se tint à Paris le Congrès des Cheminots avec 276 délégués représentant 329 syndicats et 146.256 syndiqués. Le nombre des adhérents tripla durant la guerre [1]).

Comme tous les syndicats ouvriers, la Fédération se divisait en majoritaires et minoritaires. L'action du Comité Confédéral et la résolution votée à Clermont-Ferrand furent vivement critiquées. Une commission chargée de rédiger une résolution générale par 9 voix contre 5 se prononça pour l'adoption de la motion de Clermond-Ferrand. Monmousseau rapporta au nom des minoritaires et défendit le point de vue zimmerwaldien. Il parla contre la formule de la *Société des Nations*, dénonça la formule de l'*Union sacrée* sous toutes ses formes, se déclara partisan d'une action énergique de lutte de classe seule compatible avec les principes syndicalistes. La résolution qu'il défendit obtint 49.458 voix tandis que la motion majoritaire en recueillit 106.710 [2]).

Le 11 juillet s'ouvrit le Congrès de la Fédération des Métaux. Sur 210 syndicats, 173 y étaient représentés [3]).

Nous avons eu l'occasion de le constater déjà,

---

[1]) Le Syndicat ne comprenait que 48 mille syndiqués en 1916. Il en vint 75 mille nouveaux en 1917; en 1918 le recrutement suivit le même accroissement. D'autre part l'encaisse qui était de 92. 758. 35 au 1-er février 1917 était de 339. 955. 75 au 1-er janvier 1918.

[2]) Le réseau Paris-Orléans donna une grosse majorité à la motion minoritaire.

[3]) Dans les quatre années de 1909—1913, le nombre moyen des cotisants était de 23,873. Avant la guerre il y avait environ 40.000 syndiqués. Le 1-er juillet 1918, on comptait déjà 204,284 cartes de membres délivrées. Le Congrès qui dura quatre jours examina entre autres les questions suivantes: 1) le prolétariat organisé et la guerre; 2) le travail aux pièces;—la main-d'oeuvre féminine et la main-d'oeuvre étrangère; 3) reprise de la vie industrielle après la conclusion de la paix; 4) unification nationale des salaires.

la Fédération des Métaux se montra toujours hostile à la guerre dès qu'éclata le cataclysme. Néanmoins, il existait deux courants au sein de la Fédération, le courant internationaliste *menchévik* et le courant internationaliste *bolchévik*. Ces tendances se trouvèrent aux prises pendant la durée du Congrès. Plusieurs militants: Fournier, Soubeyran, Barbaret, Pernoud, opposèrent les critiques les plus sévères à certaines démarches de Merrheim empreintes d'un caractère opportuniste et surtout à l'attitude de la majorité confédérale. Une résolution fut votée conçue dans des termes rappelant les décisions de la Conférence de Clermond-Ferrand, saluant la Révolution bolchéviste, mais réprouvant la campagne du *Comité de défense syndicaliste*.

Le Congrès du Bâtiment fut également intéressant par les débats suscités par l'attitude du Comité Confédéral à l'égard de Kerensky. Un ordre du jour présenté par Thuillier et Valet reprochant au Comité national d'avoir négligé ses devoirs internationalistes et invitant la Fédération à reprendre son action énergique sur le terrain de la lutte de classe obtint 46 voix. La motion approuvant la gestion fédérale obtint cinquante voix.

Les syndicats de la voiture et de l'aviation, réunis en Congrès votèrent à l'unanimité deux résolutions, l'une d'ordre corporatif et technique, l'autre relative à l'attitude de la C. G. T. pendant la guerre. Cette seconde résolution critiquant vivement l'attitude de la C. G. T. qui avait considéré les résolutions d'Amiens et de Marseille comme un chiffon de papier se terminait par un salut fraternel au gouvernement soviétiste.

Enfin le Congrès de la C. G. T. se tint le 16 juillet 1918 et à vrai dire il fut plus intéressant par les débats que par les résolutions votées, résolutions tendant à satisfaire toutes les tendances et voilant complètement la réalité. Non seulement Merrheim, mais Dumoulin, accepta l'étrange amal-

game proposé par les majoritaires. dans la crainte d'affaiblir la force morale de la C. G. T. Hubert rendit hommage à la classe ouvrière allemande qui n'a pas commis les fautes qu'on lui reproche et il prononça un discours révolutionnaire. Monmousseau, une fois de plus dénonça la politique confédérale, attaqua véhémentement Jouhaux et prononça un réquisitoire contre l'impérialisme interallié. La résolution proposée par la Commission des résolutions obtint 908 voix contre 253 et 46 abstentions sur 1207 votants; elle paraphrasait en somme et ratifiait la motion d'action et d'unité votée à la Conférence de Clermont-Ferrand, réprouvant toute intervention armée des nations de l'Entente en Russie et en appelait à toutes les organisations ouvrières pour imposer à tous la reconnaissance des droits ouvriers [1]).

* * *

Les 28 et 29 juillet 1918 fut convoqué à Paris un nouveau Conseil National du Parti socialiste qui cette fois fut décisif: les minoritaires réussirent enfin à obtenir une majorité.

Comme conclusion de ces séances principalement consacrées à la situation nationale et internationale, trois motions furent présentées par les social-patriotes (Renaudel), les social-opportunistes (Longuet) et les zimmerwaldiens (Loriot). Afin de faire bloc contre les majoritaires, un certain nombre de zimmerwaldiens accordèrent leurs voix à la motion Longuet. Seuls, les zimmerwaldiens de gauche votèrent la résolution Loriot. Ce dernier

[1]) Les membres de la Commission chargés de rédiger la résolution furent: *Majorité*: Luquet, Bled, Savoie, Bardy, Boutet, Laurent, Bidegarray. *Minorité*: Merrheim, Bourderon, Dumoulin, Frossard, Thuillier, Thomassin, et De Jonkère. Sur 13 membres 4 votèrent contre (Thuillier, Thomassin, De Jonkère pour la minorité et Boutet pour la majorité).

prononça un discours bref, exempt de rhétorique qui fit impression même sur les opportunistes. Le *Populaire* qui, quelques semaines auparavant, le blâmait sans ménagement le loua sans réserves: «Loriot en impose par sa sincérité profonde». Loriot déclara en substance que depuis le début du cataclysme mondial, il avait considéré la guerre comme un fléau et recherchait avec ses amis le moyen de la terminer honorablement. Il s'est occupé aussi bien des moyens de résoudre les problèmes soulevés par la guerre; il n'en voit pas d'autres que la Révolution sociale. *Le refus des crédits doit marquer l'hostilité non pas à l'égard du gouvernement, mais du régime, et on ne saurait le conditionner.* Après s'être élevé contre la politique des social-patriotes il avoua qu'il n'avait qu'une confiance relative dans une Conférence internationale où l'on rencontrerait trop de délégués gouvernementaux. Il critiqua la Société des Nations chère aux majoritaires et aux minoritaires. Il se défendit d'être un insurrectionnel et préconisa *l'action des masses.* Le député Alexandre Blanc reprocha aux minoritaires qui se disent internationalistes d'avoir voté les crédits et l'appel des nouvelles classes et expliqua que les vrais zimmerwaldiens se compteraient sur le texte de Loriot et non pas sur la motion présentée par les minoritaires, amendée en faveur de la droite et du centre. Voici le résultat des votes sur les motions relatives à la politique générale:

Motion Longuet	1544	mandats.
» Renaudel. . . .	1172	»
» Loriot	152	»
Abstentions.	96	»
Absents.	31	»

Victorieux, grâce d'ailleurs à l'action révolutionnaire menée par les socialistes de gauche, le *Comité de défense Syndicaliste* et le *Comité pour la reprise des relations internationales* et le *Comité*

de défense sociale, les minoritaires devenus majoritaires obtinrent la convocation d'un Congrès qui, seul, pouvait enrégistrer la victoire.

En vue de ce Congrès, les diverses Fédérations se réunirent pour prendre position. Le Conseil Fédéral de le Seine marqua la défaite écrasante des social-patriotes. Le vote sur les motions relatives à la politique générale du Parti donna les résultats suivants:

Social-patriotes	2816
Centristes	845
Social-opportunistes	5999
Zimmerwaldiens	922

Avec une force et une âpreté franche, Loriot stigmatisa l'inertie du groupe socialiste parlementaire—aussi bien les minoritaires que les majoritaires. Il blâma sévèrement l'attitude des opportunistes qui trop souvent sont d'accord avec les social-patriotes et une fois de plus il définit la tâche du prolétariat à l'égard de la défense nationale: «*En aucun cas, les ouvriers ne doivent contribuer en quoi que ce soit à défendre la prétendue patrie capitaliste et impérialiste*».

Le Congrès demandé eut lieu à Paris, les 6, 7 et 8 octobre 1918. Les actes principaux qui le marquèrent furent: 1) Le message au Président Wilson; 2) les accusations portées contre l'impérialiste Thomas et les révélations de Jean Longuet relatives aux documents Sadoul; 3) la défaite des social-patriotes; 4) la mise à la retraite du maquignon Renaudel et la nomination comme directeur de *l'Humanité* du centriste Marcel Cachin.

Sur la proposition de Cachin, un message fut adressé au président Wilson, prenant acte de l'offre de paix faite par les Puissances Centrales. Seuls quelques zimmerwaldiens dont Loriot fut le porte-paroles votèrent contre cette adresse de petits-bourgeois.

On posa à Albert Thomas diverses questions sur son rôle dans diverses affaires qu'il avait connues à l'époque où il était ministre de l'armement (Affaire Doumergue, Affaire du prince Sixte). Albert Thomas se défendit malaisément. Paul Faure reprocha à l'ancien ministre de n'avoir pas averti le Parti de la politique impérialiste du gouvernement dont il avait été membre et il termina ainsi: «Si la guerre d'aventure prend une tournure de révolution ce sera par la force et la volonté du prolétariat socialiste».

En véritable opportuniste, Longuet, ayant constaté que la poussée internationaliste et révolutionnaire s'intensifiait de plus en plus chez les simples militants du Parti, donna un coup de barre à gauche. Il lut in-extenso la lettre adressée à Romain Rolland par le capitaine Sadoul. A cette lecture toute la gauche du Congrès se leva en criant avec frénésie: «Vive la République des Soviets». Qu'aurait-ce été si Longuet avait eu en sa possession le mémoire complet de Sadoul et en particulier les lettres adressées au social-patriote Albert Thomas!

Marcel Cachin fit un long rapport sur les principaux faits diplomatiques et militaires qui avaient donné lieu à des débats en Comité secret à la Chambre et au Sénat, et il communiqua les pièces les plus importantes du dossier.

Le dernier jour du Congrès fut consacré aux votes. Quatre résolutions sur la politique générale furent présentées par les social-patriotes, les centristes, les minoritaires et les zimmerwaldiens. Au nom de ceux-ci la camarade Saumoneau donna lecture de cette déclaration:

«*Les soussignés affirment, devant le Congrès et devant l'opinion, leur fidélité inébranlable aux idées de Zimmerwald et de Kienthal, qui sont la confirmation pendant la guerre des décisions de nos Congrès internationaux du temps de paix.*

«*Nous faisons nôtre la résolution signée par*

le Comité pour la reprise des relations internationales et les camarades Blanc et Raffin-Dugens.

«*Nous n'attendons la paix que de la révolution internationale.*

«*Nous repoussons toute politique de collaboration de classes et nous réclamons l'intervention énergique des peuples pour produire une pression salutaire sur les gouvernants qui sont responsables de la continuation du massacre mondial.*

«*Nous décidons également, sans renoncer à défendre nos idées et notre tactique, de reporter nos voix sur la résolution de la minorité, dont nous ne prenons pas la responsabilité, mais exclusivement dans le but de changer l'orientation du Parti et de mettre fin à la politique d'abdication socialiste pratiquée par l'ancienne majorité et dans l'espoir de contribuer à renforcer l'activité socialiste et internationale*».

Après cette lecture saluée par les applaudissements ironiques de la droite, Louise Saumoneau invita les zimmerwaldiens à reporter leurs voix sur la motion présentée par les minoritaires dans le but exclusif de faire échec aux social-patriotes. Quelles que soient les considérations émises par la camarade Saumoneau, ce fut une très grosse faute de tactique de la part des zimmerwaldiens de gauche de s'agglomérer aux éléments menés par Longuet et Pressemanne, de même qu'à notre sens Loriot a commis une erreur en acceptant de faire partie de la Commission administrative du Parti et la charge de trésorier-adjoint.

La résolution de Longuet envisageait le rejet éventuel des crédits, demandait la convocation d'une Conférence internationale et protestait contre l'intervention des alliés en Russie. Il est inutile d'analyser ici la motion des social-patriotes approuvant sans réserves la défense nationale, les crédits de guerre etc. Enfin la motion des centristes présentée par Léon Blum, ancien chef de cabinet du ministre

sans charbon Marcel Sembat, invitait tout simplement la Commission des résolutions à trouver un texte d'entente.

Motion Longuet . . . . . 1528 mandats.
» Renaudel . . . . . 1212 »
» Blum . . . . . 181 »

Se refusant on ne sait vraiment trop pourquoi à tirer toutes les conséquences de leur victoire, les néo-majoritaires présentèrent Marcel Cachin comme candidat à la direction de l'*Humanité*. Cachin fut élu directeur politique de l'organe officiel du Parti par 1510 voix contre 1355 accordées à Renaudel. Plusieurs zimmerwaldiens s'abstinrent au vote. Enfin la Commission administrative permanente réélue comprend 13 néo-majoritaires, 10 néo-minoritaires et un centriste. Parmi les néo-majoritaires sont les deux zimmerwaldiens Loriot et Louise Saumoneau.

Le dernier acte qu'il convient de signaler ici au point de vue de la politique du Parti socialiste est la participation du Parti à la Conférence des social-traîtres de Berne, qui eut lieu du 3 au 10 février 1919 et qui matériellement et financièrement fut organisée par les soins de l'américain John de Kay, partisan de l'union entre le travail et le capital. La plupart des délégués des Partis socialistes à la Conférence de Berne, pour ne pas dire l'unanimité, représentaient les tendances social-impérialistes, social-patriotiques et social-opportunistes et adhéraient au projet de la contre-révolutionnaire *Ligue des Nations* opposée par l'impérialiste Wilson à la République universelle des Soviets. Seul, Loriot représentait les socialistes de gauche puisque malheureusement Fritz Adler, à l'exemple des socialistes Indépendants d'Allemagne, a préféré collaborer avec les éléments contre-révolutionnaires.

On a discuté longuement et diversement la participation du camarade Loriot à la comédie qui se joua

à Berne, sur l'ordre des gouvernements impérialistes. Depuis le début de la guerre, Loriot défendit dans tous les Congrès de la Fédération de la Seine et dans tous les Conseils et Congrès du Parti socialiste le point de vue radical zimmervaldien. Il s'est trouvé souvent en conflit avec certains zimmerwaldiens de droite tel que Brizon, dont le point de vue était peu stable et lamentablement confus. Dès que Loriot devint le secrétaire du *Comité pour la reprise des relations internationales*, il multiplia ses efforts pour imprimer une direction à gauche à ce Comité qui groupe les meilleures forces révolutionnaires de France. Ce Comité fondé au lendemain de la Conférence de Zimmerwald, n'a en somme plus de raison d'être et il sera vraisemblablement (si la chose n'a pas encore été faite au moment où ces notes sont écrites) transformé en parti communiste. Le camarade Loriot fut peut-être le premier en France à préconiser la scission, la répudiation entière et sans réserves de la seconde Internationale, l'adhésion à la III-éme Internationale révolutionnaire et communiste, la paix par la Révolution et la dictature du prolétariat. Mais la vérité m'oblige à dire que longtemps le camarade Loriot fut à peu près seul à défendre ce point de vue. Dans le premier numéro de la *Nouvelle Internationale* (1-er mai 1917) organe du Groupe Communiste international de Genève le camarade Loriot écrivait un article intitulé: *Vers la III-ème Internationale* où il prenait nettement parti contre la tactique de la Fédération de la Hte-Vienne, «persistant à prendre comme mot d'ordre: Unité, Unité quand même et à tout prix». Lorsque fut annoncée la réunion de l'Internationale jaune qui primitivement devait se tenir à Lausanne, le camarade Loriot dans le *Journal du Peuple* du 21 janvier 1919, expliqua les raisons pour lesquelles il se rendrait à cette conférence. Son article débutait par cette déclara-

tion très nette. «La seconde Internationale est bien morte, tuée en 1914, par le nationalisme qu'elle portait en elle et que la guerre n'a fait que développer». Il y déclarait franchement que la Conférence en préparation n'avait rien de socialiste ni d'international et que le seul but était de donner une adhésion à la Société des Nations. Loriot se rendit à Berne pour apporter les protestations des éléments français spécifiquement révolutionnaires, et surtout pour s'informer sur le mouvement international. D'ailleurs voici la déclaration qu'il lut au Congrès de Berne et qu'il importe de reproduire in-extenso.

«Se substituant aux diplomates bourgeois rassemblés à Paris pour tenter de fixer conformément aux intérêts de leur classe le destin des peuples, un grand nombre d'entre vous sont venus ici, non pour rechercher la solution socialiste des tragiques problèmes posés devant l'humanité par le grand crime capitaliste, mais pour faire justifier par l'Internationale le néo-socialisme de guerre gouvernemental, nationaliste et chauvin, qu'on a vu partout éclore sur les ruines du véritable socialisme au lendemain de la déclaration de guerre.

«Ils se sont réunis non pour affirmer leur attachement au pacte d'Amsterdam qui fut avant la guerre notre charte à tous et affirmer en face de la réaction déchaînée leur volonté de réalisation socialiste, mais pour donner l'adhésion solennelle de l'Internationale à la politique du démocrate bourgeois Wilson solidaire des milliardaires américains. Ils se sont rassemblés enfin et surtout, et cela dans la plus parfaite unanimité, pour obtenir la condamnation de l'immense effort de libération prolétarienne entrepris en Russie et qui, à travers l'Europe s'avance irrésistiblement vers les nations occidentales. Ainsi serait légitimée la répression ultérieure du mouvement spartacien d'Allemagne. Ainsi seraient frappés de suspicion et paralysés les

efforts révolutionnaires des prolétaires français, anglais, italiens.

«De cette oeuvre anti-socialiste et contre-révolutionnaire nous ne voulons être ni dupes, ni complices. L'activité qu'on s'efforce de redonner à la seconde Internnationale est une illusion. La guerre capitaliste l'avait mortellement blessée, la politique des social-nationalistes a achevé de la tuer en tant qu'organisation de classe. Toutes les tentatives pour lui redonner le caractère qu'elle a perdu resteront vaines. L'histoire socialiste ne s'écrit pas dans les Congrès, elle s'écrit page par page, jour par jour par les prolétaires et aujourd'hui ces prolétaires dans leur élite révolutionnaire et consciente ne sont plus avec vous.

«L'expérience leur a montré le danger que fait courir à la paix du monde et à la sécurité du travail l'anarchie capitaliste; ils savent ce que valent les prétendues concessions de la bourgeoisie au pouvoir et ils n'attendent le salut des prolétariats que de l'instauration révolutionnaire d'un régime nouveau basé sur la suppression de la propriété privée, c'est-à-dire du régime socialiste. Aussi n'est-ce pas vers la Conférence de Berne que sont tournés les yeux des ouvriers et des paysans ruinés et affamés. Ceux qui vous épient, ceux qui attendent de vous le geste utile, ce sont ces gouvernemens capitalistes que vous avez pour mission d'abolir et auxquels vous avez enchainé votre sort.

«Nous savons qu'il y ici des socialistes sincères, au glorieux passé révolutionnaire, mais ils ne se désolidarisent pas de l'oeuvre des autres et ils assument de ce fait une lourde part de responsabilité. L'Histoire les jugera sévèrement. Pour nous, indéfectiblement attachés au socialisme et à ses traditions glorieuses de lutte de classe et de révolution nous adressons notre salut fraternel et l'assurance de notre solidarité agissante à la Ré-

publique communiste russe qui lutte contre un monde d'ennemis bourgeois et pseudo-socialistes. Flétrissant les assassins de Liebknecht et de Rosa Luxemburg ainsi que le gouvernement prétendu socialiste qui avec la complicité des généraux de l'Empire a armé leurs bras, nous adressons au prolétariat révolutionnaire d'Allemagne et de tous les pays nos espoirs en leur victoire définitive et totale qui sera celle du prolétariat universel».

* * *

Les zimmerwaldiens de gauche en France ont défendu un point de vue sensiblement identique à celui que représentent en Russie les bolchéviki, en Suède les socialistes de gauche, en Hollande, le Parti socialiste (marxiste ou tribuniste) en Allemagne les Spartakistes. Ils ont été pour le refus inconditionné des crédits, pour l'action en faveur de la paix immédiate entre les peuples, pour la lutte révolutionnaire et pour l'adoption en France du soviétisme. Ils contribuèrent, en dépit de leur petit nombre, à donner une impulsion vigoureuse au mouvement révolutionnaire et au syndicalisme et s'ils n'eurent pas leur propre organe, ils publièrent des brochures et des feuilles volantes que nous avons eu l'occasion d'analyser dans la première partie de cet essai. Nous l'avons constaté déjà, ils furent en butte, non seulement aux persécutions gouvernementales mais aux attaques sournoises et multiformes des social-chauvins et des opportunistes.

Ils se différencient nettement des néo-majoritaires anciens minoritaires, dont la ligne de conduite se confond presque avec celle qui est adoptée en Allemagne par les Indépendants: Haase, Bernstein, Kautsky, etc...

Dans leur circulaire «de la minorité» adressée en novembre 1916 à toutes les Fédérations du Parti, les opportunistes s'expliquèrent longuement sur leur programme. Sans doute ils s'expriment

assez nettement sur les responsabilités de la guerre, sur la campagne de chauvinisme et de haine de la grande presse capitaliste; mais leurs déclarations sur la participation ministérielle, sur la reprise des rapports internationaux, sur la paix sont fort critiquables. Ils ont approuvé la participation ministérielle et voté les crédits de guerre ainsi que l'appel des jeunes classes. Et ils sont tout aussi responsables que les social-impérialistes de l'avenement du dictateur Clémenceau. Lorsqu'ils critiquèrent les social-patriotes ils se placèrent à un point de vue spécifiquement bourgeois et parlementaire. «Les minoritaires ne laisseront pas sacrifier toute la France sans demander pourquoi, ni dire ce qu'ils savent, ni ce qu'ils veulent». Ils reprochèrent aux social-patriotes d'avoir approuvé aveuglément un gouvernement pratiquant la diplomatie secrète, et incapable de mener intelligemment les opérations militaires. Ils font grief à Renaudel, Thomas, Compère-Morel, et Cie d'avoir couvert les fautes les plus graves et notamment le retard dans la production du matériel et d'avoir laissé Delcassé «compromettre dans les Balkans notre cause»!

En ce qui concerne les crédits de guerre, au lendemain du Conseil Fédéral de la Seine, le 1-er janvier 1918, Jean Longuet adressait au *Matin* une lettre dans laquelle il disait: «Quant au refus des crédits de guerre nous proclamons expressément que certes, loin d'exprimer une défaillance sur le principe de la défense nationale, il symbolise au contraire la protestation d'un patriotisme clairvoyant contre ceux qui méconnaissent les véritables intérêts, la grandeur du rôle politique et moral de la nation aux plus sombres et aux plus redoutables heures de son histoire». Au cours d'une polémique que j'eus avec le social-patriote Mayéras auquel j'avais reproché d'avoir déclaré à Arcueil-Cachan en 1916: «Si le 4 août 1914, j'avais eu la certitude que le gouvernement français était l'agresseur j'aurais quand même voté

les crédits militaires», le défenseur de la petite bourgeoisie contre-révolutionnaire tirant fierté de cette parole écrivait: «Toute ma propagande écrite ou parlée depuis près de vingt ans la justifie» [1]). Lorsque l'Amérique intervint dans la guerre le secrétaire du Parti Dubreuilh, proposa à la séance de la Commission administrative permanente du 5 avril 1917 le vote d'une déclaration, relative au dernier message du Président Wilson et à l'entrée des Etats Unis dans la guerre. Les social-patriotes et la plupart des opportunistes acceptèrent cette déclaration chauvine. Delépine, Gourdeau et Verfeuil s'abstinrent. Le communiqué du secrétaire publié dans *l'Humanité*, du 8 avril 1917 ajoute textuellement: «Après le vote les citoyens Longuet et Mistral ont fait connaître que s'ils avaient été présents, ils auraient voté pour». Les social-opportunistes ont défendu Caillaux avec une chaleur qu'ils n'ont guère manifestée lorsqu'on arrêtait des militants socialistes et syndicalistes. Ils ont adhéré en masse à la *Coalition Républicaine* groupement nettement contre-révolutionnaire. Ils ont préconisé le retour à la politique du bloc républicain et à la veille du Congrès de Bordeaux (octobre 1917) un de leurs représentants s'exprimait ainsi dans l'*Humanité*: «Nous désirons non un ministère où toutes les tendances sont savamment dosées, mais un ministère formant un bloc solide de gauche. La France est inséparable de la démocratie. Qui attaque celle-ci attaque celle-là. L'union sacrée c'est l'union pour la France, c'est-à-dire pour défendre la démocratie. Qui combat la démocratie rompt l'union sacrée, et qui défend la démocratie consolide l'union sacrée. Un ministère de gauche faisant bloc pour

[1]) Les attaques récentes de Mayéras au Congrès Fédéral de la Seine (13 Avril 1919) contre la III-éme Internationale et les communistes russes sont significatives et contribuent à caractériser l'esprit contre-révolutionnaire des mencheviki français.

être un solide rempart de la démocratie, est donc par essence même un ministère d'union sacrée. Voilà ce que nous demandons. Voilà ce que nos élus ont mission d'exiger et de réaliser. Qui dit démocratie, dit liberté» [1]).

Lorsqu'au Congrès d'octobre 1918 les opportunistes, grâce aux zimmerwaldiens battirent les social-patriotes, leur premier soin fut de choisir comme directeur politique de l'organe officiel Marcel Cachin, Cachin qui avait été en Italie faire de la propagande en faveur de l'intervention de cet Etat aux côtés des alliés et qui plus tard se rendit en Russie, afin d'exhorter le prolétariat russe à continuer la guerre, la main dans la main avec les impérialistes de l'Entente. Les opportunistes ont il est vrai, cette excuse que plusieurs d'entre eux remplirent une mission gouvernementale!!

Lorsque parvint la nouvelle de l'assassinat de Liebknecht et de Rosa Luxemburg, les citoyens Paul Faure et Grenier déposèrent un ordre du jour qui fut voté à l'unanimité moins les voix des camarades Loriot et Saumoneau. Ces deux camarades se refusèrent à voter une résolution qui n'était qu'une manifestation platonique et ils opposèrent le bref mais décisif ordre du jour suivant qui fut rejeté par les longuettistes: «*La Commission du Parti profondément émue de l'assassinat de Liebknecht et de Rosa Luxemburg salue avec une infinie douleur et le plus profond respect la mémoire de ces deux héros du socialisme international et de la Révolution. Elle déclare se solidariser entièrement avec le but poursuivi par eux et la tactique qu'ils ont employée pour l'atteindre*» [2]).

---

[1]) Augustin Hamon: Le Parti socialiste et sa politique de guerre, *Humanité*, 4 octobre 1917.

[2]) La résolution Grenier-Paul Faure traduisait seulement et hypocritement des sentiments de condoléance.

Quelques jours plus tard, les camarades Loriot et Saumoneau présentaient une résolution relative à l'appel de Maxime Gorki: *Au monde civilisé*, et au manifeste des groupes Spartakus. Les social-traîtres se prononcèrent contre la résolution pour laquelle votèrent seulement outre les deux signataires Loriot et Saumoneau, Verfeuil et Mouret. Les social-opportunistes: Mistral, Paul Faure, Longuet, Paul-Louis, Delépine, Frossard et Maurin s'abstinrent.

Enfin quand la question des crédits fut présentée à la Chambre des Députés, les social-opportunistes eurent une attitude lamentable. La guerre était terminée. Ces crédits n'avaient qu'un but: permettre à la France son intervention contre la Russie révolutionnaire. Sept députés socialistes seulement refusèrent les crédits. Les social-impérialistes allègrement comme toujours les votèrent, la plupart des social-opportunistes eurent l'extraordinaire audace de s'abstenir.

Aussi bien, si leurs organes opportunistes ont protesté contre l'intervention des alliés en Russie, si, dans les derniers temps du moins, ils ont défendu presque sans réserves la politique intérieure et extérieure de la République des Soviets, les social-opportunistes acclament Wilson en qui ils voient le souverain arbitre de la *Ligue des Nations*, laquelle représente pour eux sans doute l'application la plus parfaite du marxisme. De même qu'ils voulurent concilier la défense nationale et l'internationalisme, de même ils veulent établir une harmonie entre Lénine et Wilson qui symbolisent la révolution et la contre-révolution mondiale. C'est avec raison que dans sa «*lettre au camarade Safaroff*», le camarade Lénine écrivait: «Nous nous trouvons en présence de deux tactiques, de deux politiques de la classe ouvrière par rapport à la guerre, tout à fait irréconciliables entre elles. Fermer les yeux sur ce fait serait tout simplement risible. En voulant concilier

ce qui est inconciliable, on ne pourrait qu'acculer toute notre action à une entière impuissance... Et comme il serait important que l'opposition française fasse publiquement devant le monde entier la déclaration suivante: nous ne sommes solidaires *qu'avec l'opposition allemande, qu'avec* Rühle et ceux qui pensent comme lui! Seulement avec ceux qui ne craignent point de rompre avec les socialistes chauvins de toutes espèces, avec ceux qui le sont ouvertement, comme avec ceux qui le cachent, c'est-à-dire avec tous les «défenseurs de la patrie» de la guerre actuelle! Et nous mêmes, nous *ne craignons pas* la rupture avec les «nationalistes» français, qui confondent la défense des colonies avec la défense de la patrie, et nous engageons à une pareille rupture les socialistes et les syndicalistes de tous les pays! Nous tendons la main à Otto Rühle, à Liebknecht et à leurs adhérents. Nous condamnons les majoritaires allemands et français et le «marais». Nous proclamons la grandiose union internationale des socialistes du monde entier, qui dans la guerre actuelle renient la phrase mensongère de la défense de la patrie, et qui travaillent pour la propagande et la préparation de la révolution prolétarienne».

* * *

Il serait superflu d'insister sur la politique menée par les social-patriotes et les social-opportunistes, lesquels d'ailleurs ne se différencient guère, car n'est-ce pas le député Mistral lui-même qui au Conseil National d'août 1916 déclarait: «Nos divergences sont plus apparentes que réelles». Les social-patriotes non seulement votèrent les crédits, approuvèrent les divers gouvernements, acceptèrent la participation ministérielle, la diplomatie secrète, et renoncèrent cyniquement à la lutte de classe, mais ils osèrent à peine défendre la République et lorsque l'*Humanité* commença à formuler quelques critiques, ce fut pour faire preuve d'anticléricalisme. Mais ceux qui ont

contribué le plus à vicier la vie du Parti socialiste et qui attaquèrent le plus cyniquement les principes internationalistes et renoncèrent le plus allègrement aux résolutions des Congrès internationaux, ce furent Renaudel, Thomas, Compère-Morel, Jules Guesde, Marcel Sembat, Varenne, Veber etc. et s'il faut représenter par une personnalité l'ignominieuse attitude du Parti, le nom du traître entre les traîtres Albert Thomas se présente naturellement à l'esprit. Albert Thomas accepta d'être ministre des armements, de diriger le massacre des innocents et la lutte fratricide, au profit des impérialistes dont il fut l'homme de confiance. Mais à vrai dire tous ceux qui acceptèrent la participation ministérielle pendant la guerre sont aussi coupables que lui. Thomas fut reçu à Pétrograd avant la Révolution de mars 1917 et il fut fort satisfait de pouvoir mettre ses mains rouges de sang dans celles plus rouges encore du tsar Nicolas. Après la révolution russe, il se rendit de nouveau en Russie et joua un rôle plus odieux encore: sur le mandat impératif de son gouvernement, il tenta vainement d'ailleurs de faire participer à nouveau le peuple russe à la guerre impérialiste. Enfin il connut les offres de paix autrichiennes et la lettre de Charles I-er et n'en souffla mot. M. Thomas pourra s'excuser, essayer de justifier la plupart de ses trahisons; mais en aucun cas il ne pourra jamais expliquer celles qu'il a commises envers la République Fédérative Socialiste des Soviets. Il était abondamment et précisément renseigné sur les affaires de Russie, il savait que tout le prolétariat russe voulait la paix et était profondément internationaliste. Il savait que les bolchéviki constituaient et constituent encore la seule force organique de la Russie révolutionnaire. Il n'ignorait pas enfin le courage, la probité, les capacités de toute sorte dont firent preuve tous les authentiques représentants du communisme russe. De tout cela il a fait le silence au cours de ses

conférences et de ses nombreux articles et de ses interventions dans le Parti socialiste. C'est sur son intervention pourtant que fut envoyé à Pétrograd le capitaine Sadoul qui jusqu'en juillet 1918 lui adressa régulièrement de longues lettres, des rapports circonstanciés, écrits au jour le jour sur les bolchéviki. M. Albert Thomas est impardonnable d'avoir approuvé l'intervention des alliés en Russie et d'avoir mené une campagne en faveur de cette intervention; ici, il fut incontestablement de mauvaise foi, et il a été un agent de l'impérialisme franco-britannique, plus clémenciste que le dictateur Clémenceau lui-même. Mais aussi criminels que lui sont ses «camarades» qui l'approuvèrent, se solidarisèrent avec lui et votèrent la confiance au gouvernement dont ils faisaient partie.

De Renaudel il n'est pas nécessaire de parler car ce nom est représentatif du cynisme, du mensonge, de l'imposture, de la calomnie, de la scélératesse. Quelle antithèse constitua cette manchette: «l'*Humanité*: journal socialiste. *Fondateur: Jean Jaurès, Directeur politique Pierre Renaudel*»!

Quant à Compère-Morel et Jules Guesde, rappeler le point de vue marxiste qu'ils représentaient dans le Parti socialiste français vaut mieux que le plus violent des réquisitoires. Jules Guesde qui accepta sans hésiter un ministère sans portefeuille écrivait quelques années plus tôt: «Oui, il a fallu cette première déformation, il a fallu l'abandon de son terrain de classe par une partie du prolétariat pour qu'à un moment donné on ait pu représenter comme une victoire la pénétration dans un ministère d'un socialiste qui ne pouvait faire la loi, d'un socialiste qui devait y être prisonnier, d'un socialiste qui n'était qu'un otage, d'un socialiste que M. Waldeck-Rousseau très bon tacticien a été prendre dans les rangs de l'opposition pour s'en faire une couverture, un bouclier de façon à empêcher les travailleurs de tirer non seulement sur

Waldeck-Rousseau, mais de tirer sur Gallifet, parce qu'entre eux et Gallifet il y a la personne de Millerand».

* * *

Il convient avant de terminer cette esquisse historique, de dire quelques mots sur les organes socialistes, syndicalistes et internationalistes. Il suffit de rappeler pour mémoire l'*Humanité*, dont la vie pendant la guerre se confond avec celle du Parti.

Le *Journal du Peuple*, organe fondé par le directeur des *Hommes du Jour*, Henri Fabre, eut une attitude assez variable et confusionniste mais fit accueil aux éléments oppositionnels du socialisme et du syndicalisme. Le *Populaire* fondé par le Comité du socialisme international est en somme à l'heure actuelle une sorte d'édition du soir de l'*Humanité*.

La *Vérité*, journal du soir, fondé et dirigé par le député républicain bourgeois Paul Meunier a eu comme principaux collaborateurs des socialistes et des syndicalistes d'opposition, mais non des internationalistes conséquents.

Ce qu'il faut dire, fondé et dirigé par Sébastien Faure, avant que d'être complètement interdit connut les suspensions temporaires et les suppressions de la censure et groupa les éléments de gauche du socialisme, du syndicalisme, du communisme et de l'anarchisme. C'est principalement dans ce courageux organe que furent publiés les ordres du jour à tendances révolutionnaires adoptés par les groupements d'ouvriers.

La *Plèbe* en quelque sorte succéda à *Ce qu'il faut dire*, mais elle fut le véritable organe des zimmerwaldiens de gauche et des communistes français, mais malheureusement comme cela a été signalé ailleurs elle disparut après quatre numéros, assassinée par le bonapartiste Clémenceau.

André Girard et les dissidents des *Temps Nouveaux*, groupant les anarchistes communistes condamnant sévèrement la trahison de Jean Grave, fondèrent l'*Avenir international* auquel collaborèrent également des socialistes de gauche et qui adopta sans réserve le programme soviétiste russe. Il faut encore accorder une large place à *l'École de la Fédération* organe des Syndicats d'instituteurs et d'Institutrices, qui mena vaillamment la lutte en faveur de Zimmerwald, du bolchéwisme et de la III-ème Internationale. Loriot, Emile Chauvelon, Lafosse, Mayoux, Mignon, Marcel Martinet, Bouët sont particulièrement à citer parmi les collaborateurs qui eurent à coeur de défendre les idées révolutionnaires et internationalistes.

Nous avons eu l'occasion de citer le rôle joué par le Groupe de la *Vie Ouvrière* et l'intelligence et les connaissances du mouvement international que manifestèrent les *Lettres aux abonnés de la Vie Ouvrière*. Voici un mois que la *Vie Ouvrière* reparait sous forme d'hebdomadaire et avec des collaborateurs nouveaux. Merrheim ne figure plus parmi les rédacteurs, à raison de sa défection. Mais en revanche à côté de Rosmer et Monatte figurent à présent Loriot et Saumoneau, Marcel Martinet et F. Després. Il semble que la *Vie Ouvrière* constitue l'embryon du futur Parti communiste français.

Depuis le 15 février paraît à Paris l'*Internationale*, organe bi-mensuel fondé par Raymond Péricat secrétaire du Comité de défense syndicaliste, favorable entièrement à l'oeuvre entreprise par la République des Soviets et qui travailla pour la constitution et la consolidation de la nouvelle Internationale [1]).

[1]) Quoique étant beaucoup plus littéraires que politiques, il faut citer les *Humbles*, dirigés par Maurice Wullens, instituteur cité à l'ordre du jour et rapatrié d'Allemagne comme grand blessé—qui combattit le chauvinisme et défendit la Révolution russe; la *Forge*, fondée par Luc Mériga; la *„Ghilde des Forgerons"* et *par delà la mêlée* fondé par E. Armand.

Ces notes succintes permettront, on l'espère, de se rendre compte de la progression lente mais constante du mouvement révolutionnaire. On découvrira sans peine que si le mouvement ne s'est par transformé encore en Révolution, c'est en partie par la faute des leaders socialistes et syndicalistes qui pour la plupart donnèrent dès le début de la guerre dans le social-chauvinisme et l'opportunisme. D'autre part, on remarquera sans peine que, seul, le petit groupe d'internationalistes et de révolutionnaires conséquents ont véritablement en toute circonstance appliqué sans défaillance le principe de la lutte de classes et l'action des masses. C'est du sein de la *Vie Ouvrière*, du *Comité pour la reprise des relations internationales* et du *Comité de défense syndicaliste* qu'est né le communisme français, travaillant à l'instauration en France de la dictature du prolétariat et du soviétisme. Seuls, les zimmerwaldiens de gauche français ont donné un appui solide à la République Fédérative Socialiste des Soviets de Russie et au mouvement révolutionnaire communiste de Bavière et de Hongrie, car ils ne se contentent pas de voter des résolutions et d'adresser des voeux et des compliments platoniques, mais ils manifestèrent leur sympathie agissante et contre les social-impérialistes, contre les social-opportunistes ils préconisèrent la méthode par laquelle se sont distingués en tout premier lieu les bolchéviki, les communistes russes.

LIRE

L'INTERNATIONALE COMMUNISTE

ORGANE OFFICIEL DU COMITÉ EXÉCUTIF
DE L'INTERNATIONALE COMMUNISTE

Paraît simultanément en Russe, Français, Allemand, Anglais.

Rédaction: Pétrograd, Smolny, cabinet de **G. Zinoviev.**
Administr. Pétrograd, Smolny, ch. 32.

ÉDITIONS FRANÇAISES DE L'INTERNATIONALE COMMUNISTE:

21. **René Marchand** — Pourquoi je me suis rallié à la formule de la Révolution Sociale ... ... 2.—
22. **G. Zinoviev** — La III-ème Internationale 1.50
23. **Henri Guilbeaux** — Le Mouvement Socialiste et syndicaliste en France pendant la guerre (1914—1918) ... ... 3.—
24. **G. Zinoviev** — N. Lénine, sa vie et son activité... ... ... 2.50
25. **Kataia** — La terreur bourgeoise en Finlande 2.50
26. ***La Russie des Soviets et les Peuples du monde... ... ... 3.50
27. **L. Trotsky & G. Zinoviev.** Karl Liebknecht et Rosa Luxembourg ... ... 2.—
28. **Un Communiste**—L'Oeuvre des Soviets et la guerre inavouable —.50

Soldat, Marin, Ouvrier, Camarade Français!

L'Entente maintient depuis de longs mois, autour de la Russie révolutionnaire un blocus implacable qui a pour but de réduire par la famine et par l'isolement les ouvriers et les paysans socialistes russes.

Aucune nouvelle d'Europe ne peut nous parvenir directement. Et pendant qu'on nous calomnie quotidiennement dans toute la grande presse européenne, nous ne pouvons donner à l'étranger aucune information exacte sur ce que nous voulons, sur ce que nous faisons. Nous sommes baillonnés en présence de nos ennemis.

Si tu veux servir selon tes moyens la cause de la vérité, fais lire nos publications et ***fais-les parvenir dans ton pays*** *à tes amis, aux militants socialistes.*

17-me imprimerie d'État, Pétrograd, 7 r., m. 26.